



**iD\***  
**INITIATIVE  
DÉVELOPPEMENT  
DES  
PROJETS SOLIDAIRES**

# RAPPORT ANNUEL 2018

# SOMMAIRE

---

Edito	3
Faits marquants	4
ID dans le monde	5
Comores	6
Congo Brazzaville	12
Haïti	18
Sénégal	24
Tchad	27
Accompagnement et renforcement des acteurs	36
Focus	39
Rapport financier	40
Nos partenaires	42

## Rédaction :

Directeur de la rédaction : Emmanuel POILANE

Rédacteurs : Alexandra BESNARD, Pierre LECOMTE, Guillaume COUDRAY, Emmanuel Poilane, Marie Pluzanski, Agnès ROSSETTI, Sylvaine Oudin, Nicolas DERENNE, Olivia DEFRÊNE

Crédits : Copyright ID 2018, tous droits réservés

Crédit photos : Initiative Développement

## 2018, C'EST L'ANNÉE DE LA CONCRÉTISATION !

Il s'agit d'abord du renforcement effectif de notre approche partenariale dans tous nos projets internationaux, mais également d'une implantation plus forte dans les réseaux de la solidarité en France et plus particulièrement en Nouvelle Aquitaine, première étape du démarrage de nouveaux projets en France. C'est aussi une activité en pleine expansion avec près de 6 millions de budget en 2018 et l'ouverture d'un nouveau pays pour ID à Madagascar (après une étude de faisabilité sur un projet de développement local, dans le cadre de la coopération décentralisée de la Région Nouvelle-Aquitaine et par ailleurs des perspectives sérieuses de valoriser l'expérience comorienne de distillation économe en bois). Ces évolutions traduisent bien les opportunités ouvertes avec le travail de fond engagé depuis 2016 et l'élaboration du projet stratégique 2018-2022.

Pour accompagner ce développement, nous avons eu le plaisir de recruter en septembre un nouveau directeur pour ID. Emmanuel Poilane nous apporte son expérience du plaidoyer et de la défense des droits humains à France Libertés, où il a été directeur pendant 9 ans, et son immense réseau constitué au fil des ans, à l'international comme en France. Il renoue à ID avec le travail de terrain et le développement qu'il a bien connu à des postes de responsabilité avec France Volontaire jusqu'en 2009. Il nous livre plus loin son analyse personnelle de la place d'ID dans le contexte actuel de dérèglement climatique et d'aggravation des inégalités partout dans le monde.

Les opportunités sont parfois aussi de belles rencontres et des hasards prometteurs. L'Association Projets Solidaires (APS) est une petite association bordelaise spécialisée dans les énergies renouvelables au Burkina Faso et au Sénégal, avec une approche entrepreneuriale assez innovante. Nous partageons les mêmes valeurs et la même conception partenariale dans nos projets. C'est pourquoi nos Conseils d'Administration respectifs, après une phase d'intenses échanges, ont donné leur feu vert pour engager un processus de fusion de nos deux structures, qui apportera la pérennité aux projets d'APS et un ancrage bordelais renforcé pour ID.

Nous sommes conscients que ces indicateurs favorables nous obligent d'autant plus à poursuivre nos efforts que les alertes sociales et climatiques se multiplient. Forts de votre confiance à toutes et à tous, donateurs, agences de financement, partenaires, salariés et bénévoles, nous nous engageons à poursuivre sans relâche nos efforts pour contribuer à un monde plus juste.

Merci sincèrement de votre soutien.

Marie-Françoise PLUZANSKI  
Présidente d'ID





## HAÏTI

Depuis 1994



### SANTÉ

- > Appui à la Santé Materno-Infantile et aux Services de Santé Sexuelle et Reproductive en Haïti - TIMAMA - Grand Anse, Sud et Nord-Ouest - 2016-2019
- > Appui à des filières de productions locales pour améliorer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des populations du Bas Nord-Ouest - FSTP - 2016-2019
- > Renforcement du Système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malnutrition (FORSNUT) - Nord-Ouest 2018-2022

- > Appui à la résilience en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans le Bas Nord-Ouest par une approche systémique et le renforcement des capacités des acteurs communautaires et institutionnels - Pro-Résilience 2017-2019
- > Approche Orientée Changement (AOC) auprès des acteurs de santé alimentaire et nutritionnelle - Bompopolis



### CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

- > Concerntation locales pour les initiatives de Base Renforcées et Intégrées - COUBRI 2 - 2018-2021

### Nouveau projet :

Programme d'appui à la gouvernance décentralisée (PAGODE), nouveau partenariat avec 3 ONG haïtiennes : CHOSE, GRAMIR et ITECA et nouvelle zone d'intervention pour ID : Grand Anse, Département du Sud et de Grand Anse, approuvé par la Coopération suisse Phase 1 - 2019-2023.

## SÉNÉGAL

Depuis 2014



### CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

- > Appui au développement des énergies renouvelables (PRODER) - Région de Fatick - 2014-2021

Le PRODER répond aux enjeux de la lutte contre le réchauffement climatique portés par ID : agir à la fois sur la préservation de la ressource bois en proposant des solutions alternatives de cuisson domestique et d'électricité, tout en menant des opérations de reforestation communautaire. Ces activités sont toutes menées dans l'objectif de renforcer les filières économiques de la région.

## MULTIPAYS

### PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

Depuis 2017



- > Dispositif d'implication des Acteurs et de Renforcement des Organisations (DIARO) - Bénin, Comores, Congo-Brazzaville et Haïti - 2017-2020

### CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

Depuis 2012



- > Convention Programme Développement Local, Comores, Tchad, Bénin, Congo-Brazzaville, Haïti - 2012-2021

### CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

Depuis 2015



- > Programme Filière Cuiseurs Économiques, Congo-Brazzaville, Comores, Tchad et Sénégal - 2015-2021

# ID DANS LE MONDE EN 2018 \*

HAÏTI // 35,4 %

SÉNÉGAL // 4,9 %

CONGO BRAZZAVILLE // 14,9 %

TCHAD // 21,5 %

COMORES // MADAGASCAR // 21 %

## CONGO-BRAZZAVILLE

Depuis 2004



### CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

- > Filière Cuiseurs Économiques - FCE2-Brazzaville - 2018-2020
- > Développement et appui aux initiatives économiques par les filières énergétiques - INECO - Département de la Bouenza - 2017-2019



### CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

- > Appui à l'Agriculture et au Développement Local - ADEL - Département de la Likoumou - 2016-2021
- > Économie et Développement Local - (ECODEL) - Départements du Pool et de la Bouenza - 2016-2020
- > Partenariat et Renforcement des Acteurs
- > Renforcement Organisationnel et Institutionnel (RO) auprès de 8 organisations de la société civile

ID, en partenariat avec 2 ONG congolaises, a intégré au programme ADEL une dimension « droits humains » afin de mieux associer les groupes dés-criminés, autochtones, femmes et jeunes dans les processus de décision pour le développement de leur territoire.

## TCHAD

Depuis 2004



### CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

- > Programme Filière Cuiseurs Économiques - FCE2 - Moundou - 2018-2021



### ÉDUCATION

- > Amélioration de la scolarisation primaire dans 50 écoles - PACEPP - N'Djamena et Moundou - 2018-2021
- > Maintien des filles à l'école - Kos Quel Ne Ndo - Moundou et sa région - 2015-2019
- > Partenariat et Renforcement des Acteurs
- > Approche Orientée Changement (AOC) pour une meilleure intégration du genre à l'école auprès des acteurs de l'éducation



### EAU & ASSAINISSEMENT

- > Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'assainissement et de la gestion des boues à Moundou - 2013-2019
- > Projet de lutte contre les inondations à Moundou - PLUM - Moundou - 2018-2021



### CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

- > Le développement local pour renforcer la commune de Moundou et sa gouvernance - Kommand 3 - Moundou - 2018-2021

En 2019, les villes de Poitiers et de Moundou célébreront les 30 ans de jumelage entre les deux villes.

## COMORES // MADAGASCAR

Depuis 1996



### CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

- > Filière Cuiseurs Économiques - FCE 2 - Anjouan, Mohéli et Grande Comores - 2016-2021
- > Centre de Recherche et de Développement de l'Énergie et de l'Éclairage à Mayaki - Mayaki - 2016-2021
- > Partenariat et Renforcement des Acteurs
- > Approche Orientée Changement (AOC) auprès des acteurs de la filière



### EAU & ASSAINISSEMENT

- > Consolidation du Service Public d'Eau Potable et Amélioration de l'Assainissement des Eaux Usées de Ouani - AEPa - Anjouan - 2015-2019

Mission exploratoire pour l'adaptation du projet FY-DAFE en faveur de la filière huile essentielle de girofle à Madagascar

\* répartition par pays dans le budget 2018

# COMORES

---

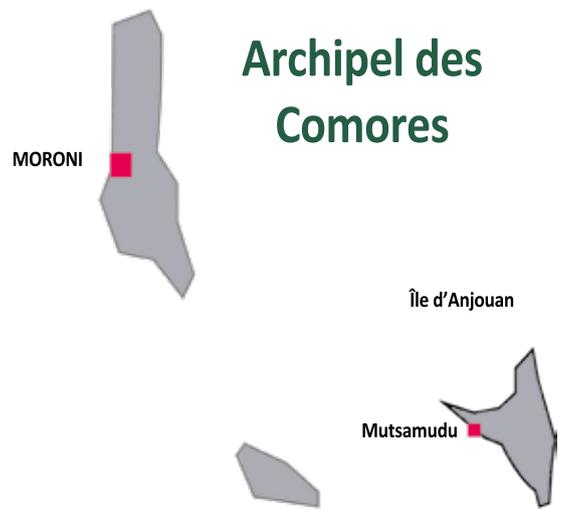


## UNE ANNÉE COMPLIQUÉE MAIS DES AVANCÉES NOTOIRES

Référendum constitutionnel, crise politique à Anjouan, turnover et vacance pour le poste de directeur/directrice-pays pendant de longs mois : l'année 2018 a été ponctuée par de nombreuses contraintes externes et internes. Mais les équipes sur place ont tenu le cap et réussi à s'organiser pour que les actions prévues se réalisent et qu'ainsi ID tiennent ses engagements envers les populations et les actrices et acteurs locaux bénéficiaires, ainsi qu'envers nos partenaires techniques et financiers.

L'année aura été marquée par le lancement des travaux d'adduction d'eau potable à Ouani dans un contexte social difficile. Quatre premiers quartiers ont vu le démarrage du service. Du côté du projet Filière Ylang-Ylang, la dynamique d'autonomisation de la filière de production des unités de distillation à foyer économe se poursuit et des progrès importants concernant la professionnalisation des actrices et acteurs de la filière ont été enregistrés. Par ailleurs le volet reboisement, en partenariat avec DAHARI, ONG comorienne, prend son essor et a permis la plantation de 22.000 plants en 2018. La réussite des actions menées laisse entrevoir des perspectives de dissémination aux Comores et ailleurs. Le projet Filière cuiseurs économes (efficacité énergétique à usage domestique) met l'accent sur l'autonomisation des artisans producteurs des foyers et sur la commercialisation.

Cette année 2018 sera également marquée par une évolution géographique notable : ID s'implante à Madagascar ! En effet suite à une étude de faisabilité réalisée par ID en 2017 dans le cadre de la coopération décentralisée qui lie la région Nouvelle-Aquitaine et la Région Itasy, ID et ses 2 nouveaux partenaires ont obtenu un financement de la Délégation de l'Union européenne à Madagascar pour la mise en œuvre d'un projet d'appui à la décentralisation. Ce projet sera lancé au 1er semestre 2019 : à partir de l'année prochaine il ne faudra plus parler de Direction-Pays Comores mais bien de Direction-Pays Comores/Madagascar !



### NOS PARTENAIRES :

- \*DAHARI
- \*2 Mains
- \*MAEECHA
- \*UCEA
- \*MAIRIE DE OUANI
- \*SOCO H2O
- \*ARTISANS ET DISTRIBUTEURS DES FOYERS ÉCONOMES
- \*ATELIER DE SOUDURE PROFESSIONNELLE (ASP)
- \*ARTISANS MAÇONS
- \*ACTEURS ET ACTRICES DE LA FILIÈRE YLANG-YLANG: PRODUCTEURS ET PRODUCTRICES DE FLEURS, CUEILLEURS ET CUEILLEUSES, MANŒUVRES, DISTILLATEURS ET DISTILLATRICES

## CONSOLIDATION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE ET AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES (AEPA)

### ÎLE D'ANJOUAN, COMMUNE DE OUANI

Le projet AEPA Ouani initié en 2016 a pour objectif la consolidation du service public de l'eau, pour la distribution d'eau potable 7j/7 et 24h/24, ainsi que l'amélioration de l'assainissement, de la localité de Ouani – Ile d'Anjouan.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la mairie de Ouani, appuyée par l'Union des Comités de l'Eau d'Anjouan (UCEA). Les résultats attendus dans le cadre de ce projet sont :

#### RELEVER LES DÉFIS DU SECTEUR DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AUX COMORES

Le secteur de l'Alimentation en Eau Potable aux Comores est confronté à de nombreux défis :

- Un cadre institutionnel et réglementaire en pleine mutation et une faiblesse des acteurs et actrices du secteur qui disposent de peu de moyens financiers consacrés à la maîtrise d'ouvrage
- Des ressources limitées : croissance démographique importante et déclin progressif des ressources en eau (déboisement important)
- Techniques et organisationnels : taux d'accès à l'eau potable qui reste très faible, conséquence de la vétusté des réseaux et de la défaillance des organisations en charge de l'exploitation. Le traitement de l'eau (chloration) est très exceptionnellement pratiqué.
- Socio-économiques : implication des communautés et des autorités locales extrêmement limitée en matière de protection des ressources, de l'environnement et des infrastructures elles-mêmes. La notion de service public reste limitée ainsi que la volonté de payer un service d'eau potable qui rentre difficilement dans la pratique (en particulier pour le paiement au volume).

#### ASSURER UN SERVICE DE QUALITÉ PAR LA MISE EN PLACE D'UN CADRE ADAPTÉ

La desserte en eau potable de la localité de façon continue s'élève à 90%, la ressource en eau dispose d'un périmètre de protection, l'accès à l'assainissement est amélioré pour le plus grand nombre et les boues de vidange sont gérées.

En parallèle de ce travail effectué auprès de la mairie gestionnaire du service, la population de Ouani est sensibilisée à l'hygiène, à l'assainissement et au Service Public de l'Eau.

En 2018, malgré un contexte politique et social très compliqué, le projet a permis le lancement des travaux sur le réseau soit 7484 m de conduites de distribution posées. En parallèle, un système de potabilisation du réseau a été mis en place. Le service d'eau est devenu effectif en 2018 dans quatre quartiers et 297 branchements privés avec mise en place de compteurs ont été installés.

Dans l'objectif d'appui à la structuration de l'exploitant en lien avec la mise en place de ce réseau, 3 missions terrain d'appui/conseil et un appui hebdomadaire à distance ont été réalisés.



# FILIERE CUISEURS ÉCONOMES (FCE)

## ANJOUAN, MOHÉLI, GRANDE COMORE

L'approche du projet aux Comores est de diminuer la consommation de bois en optimisant l'efficacité énergétique des équipements de cuisson. Le pays a le 4<sup>ème</sup> taux de déforestation le plus rapide au monde. La cuisine traditionnelle est source importante de déforestation, les foyers n'utilisent pas de cuiseurs économiques, lors de la cuisson quotidienne ou à l'occasion des fêtes traditionnelles (grands mariages). L'extension de la gamme a permis de toucher une autre tranche de la population utilisatrice de bois de chauffe.

En mai 2018, le programme est entré dans une deuxième phase, avec pour objectif la professionnalisation et l'autonomie des artisans et des distributeurs et distributrices de cuiseurs économiques pour développer le marché et pérenniser la filière.

### UN AXE MAJEUR : LA DISTRIBUTION ET LA SENSIBILISATION

- 20 distributeurs et 8 agents de distribution
- Mise sur le marché de nouveaux modèles de la gamme ce qui permet de toucher l'ensemble des utilisateurs de bois de chauffe et de répondre aux besoins de la population.
- L'entrée de Gamme 1 à 3kg pour les plus défavorisés
- Bako Djema 1 à 3 kg foyer traditionnel
- Bako la Djama 4 à 10 kg associations et productif (petits restaurants)
- La Mashihuli 10 à 20kg pour les fêtes traditionnelles et grands mariages
- Des actions de communication et de sensibilisations ont été multipliées afin de toucher le plus de personnes à travers Anjouan.

### EXTENSION DE LA ZONE DE DISTRIBUTION VERS LES AUTRES ÎLES DE L'UNION DES COMORES

Une mission de distribution a permis de rencontrer les acteurs et actrices de Grande Comore et de sensibiliser les villages du sud du Kartala (Volcan), où la forêt est protégée et la coupe du bois réglementée. Des grands modèles ont été distribués pour les fêtes et grands mariages de Mohéli.

une gamme de 4 cuiseurs

20 distributeurs

8 agents de distribution formés

35 artisans soudeurs

400 cuiseurs vendus en 2018



La sensibilisation a depuis le mois de mai été accentuée, que ce soit sur l'île d'Anjouan ou sur Grande Comore en particulier grâce au concours de nouvelles associations partenaires. Les différents outils de sensibilisation sont utilisés : des boîtes à images, des scènes de théâtre lors d'événements promotionnels, des causeries dans les villages, du porte à porte, des rencontres avec des associations communautaires. Toutes ces actions autour du changement climatique et du déboisement permettent de mettre en avant les atouts des cuiseurs économiques comme moyen pour diminuer l'impact et réduire la consommation de bois de chauffe.

### 3 AXES DE FORMATION EN DIRECTION DES NOUVEAUX SOUDEURS

#### \* PRODUCTION DE NOUVEAUX MODÈLES

6 nouveaux ateliers ont été formés à la production des différents modèles. La particularité de ces soudeurs : ils sont basés dans des zones excentrées d'Anjouan et pourront produire directement pour les utilisateurs de leurs villes et villages.

#### \* CONTRÔLE QUALITÉ

Ces soudeurs ont été formés par un soudeur partenaires du projet depuis son lancement, accompagné de l'équipe projet. Il peut aujourd'hui former d'autres soudeurs avec le simple contrôle qualité effectué par le logisticien.

#### \* SÉCURITÉ

Les acteurs et actrices de la production et de la sécurité ont été sensibilisés au cours de cette année à l'utilisation d'outils sécurisés pour éviter le risque d'accident lors de la production de cuiseurs économiques, mais également pour tout type de travaux de soudure qu'ils seraient amenés à réaliser. Cette sensibilisation s'est particulièrement concentrée sur la protection des yeux contre les fumées toxiques grâce aux masques que le projet a acquis pour chaque atelier. Le masque fait parti du kit de démarrage pour tous les soudeurs formés par le projet FCE.

# FILIÈRE YLANG-YLANG DISTILLATION À FOYER ÉCONOME (FY-DAFE)

## UNION DES COMORES ET MADAGASCAR

### L'HUILE ESSENTIELLE : UNE RESSOURCE PRÉCIEUSE MAIS DANGEREUSE POUR L'ÉQUILIBRE ENVIRONNEMENTAL

L'archipel des Comores est le premier exportateur au monde d'huile essentielle (HE) d'ylang-ylang, très prisée par l'industrie cosmétique internationale. Cependant, forte consommatrice de ressources naturelles (eau et bois), elle peut représenter un danger pour l'équilibre environnemental des îles de l'archipel. Depuis 2013, le projet FYDECO - Filière Ylang-Ylang – Distillation à Foyer Econome - agit pour améliorer la durabilité environnementale, économique et sociale de cette filière vitale pour les Comores.

L'huile essentielle (HE) d'ylang-ylang représente aujourd'hui 15 à 20% des recettes d'exportations de biens des Comores. Le programme mené par ID depuis 2013 a permis d'accompagner et de professionnaliser plus de 300 actrices et acteurs de la filière, augmentant ainsi leurs revenus et renforçant leur pouvoir de négociation vis-à-vis de l'aval de la filière. Ce sont également 70 équipements d'efficacité énergétique, les UDAFE (Unités de distillation à Foyer Econome) permettant d'économiser 50 % de bois qui ont été diffusées auprès de ces actrices/acteurs grâce à ce programme.

Des progrès importants concernant la professionnalisation des acteurs/actrices composant cette filière ont été faits et les UDAFE ont permis d'épargner l'équivalent de 3 500 manguiers adultes. La filière ylang-ylang a évolué et est devenue beaucoup plus attractive passant de 50 tonnes à 60 tonnes d'exportation par an. Cependant, les acteurs et actrices font face à une instabilité chronique des prix et à des enjeux de rentabilité importants.

En 2018, afin de permettre aux acteurs et actrices qui dépendent de cette filière de vivre correctement et durablement de leurs activités, les actions du projet se sont concentrées autour de 3 axes complémentaires :

## RÉDUIRE LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX SUR LE LONG TERME

Après 5 ans d'accompagnement, de formation, de soutien de la filière de production, la diffusion d'équipements d'efficacité énergétique pour la distillation est maintenant autonome. L'Atelier de Soudure Professionnelle (ASP) est en mesure de construire en autonomie des équipements d'efficacité énergétique pour la distillation non subventionnée.



Entre 2013 et 2018, ASP est donc passé du statut de petite entreprise familiale de l'informel à celui d'une entreprise formelle, semi-industrielle faisant vivre une vingtaine d'employés. ID et ASP travaillent ensemble pour pérenniser le modèle économique de l'entreprise et diversifier son catalogue de produits et services.

ID assure également la formation des utilisateurs et utilisatrices (manœuvres de distillation et distillateurs, distillatrices) afin de maximiser les impacts environnementaux des UDAFE et de favoriser les bonnes pratiques. En 2018, plus de 50 formations touchant près de 300 manœuvres et distillateurs, distillatrices ont été organisées : pilotage des UDAFE, amélioration des pratiques de distillation.

En parallèle des ateliers et formations et de la diffusion des UDAFE, les distillateurs et distillatrices ont également été accompagnés pour mettre en place des circuits fermés de gestion de l'eau de distillation. Pour un équipement diffusé, ce sont près de 25m<sup>3</sup> d'eau qui sont économisés par cycle de distillation.

## PROFESSIONNALISER LA FILIÈRE

La faible professionnalisation et structuration de la filière ylang-ylang posent des problèmes de qualité des huiles mais aussi d'instabilité chronique des prix et d'inégale répartition de la valeur ajoutée entre les différents acteurs et actrices de la filière. En 2018, ID a adopté une méthodologie issue des Approches Orientées Changement (AOC) pour permettre aux acteurs et actrices de la filière ylang-ylang de définir eux-mêmes leurs visions de l'avenir de la filière ylang-ylang et de prendre des engagements concertés vers une plus grande durabilité sociale, économique et environnementale de la filière. Cette approche a permis aux acteurs et actrices de définir eux-mêmes des actions concrètes et collectives.

En parallèle, une dynamique de concertation nationale a été créée, qui s'est matérialisée en 2018 par la tenue de la deuxième édition des journées de concertation des acteurs et actrices de la filière ylang-ylang à laquelle ont également participé des représentants et représentantes des acheteurs d'huiles essentielles d'ylang-ylang.



## RENOUVELER ET GÉRER DURABLEMENT LA RESSOURCE EN BOIS

Afin d'agir également sur l'offre en combustible et en complément de la réduction de la consommation permise par les UDAFE, ce sont plus de 20 000 arbres à potentiel de bois énergie ou autres espèces choisies par les communautés qui ont été plantés en 2018. Ces plantations ont mobilisés plus de 80 agriculteurs-planteurs, agricultrices-planteuses formés à des modalités de plantation agroforestières compatibles avec leurs pratiques agricoles.

Ces 20 000 premiers arbres plantés ne sont que le début d'une dynamique de plantation qui doit s'amplifier et se poursuivre sur le long terme afin de contribuer au renouvellement de la ressource en bois.

30% des foyers des distillations des Comores équipés d'Unités de Distillation à Foyers Economes (UDAFE)

30 à 40% des huiles essentielles d'ylang-ylang produites à Anjouan produites sur UDAFE

50 à 70 % d'économies de bois permises par les UDAFE

3 600 tonnes de bois économisées en 2018 grâce aux UDAFE soit environ 2 000 manguiers adultes

20 000 arbres plantés

650 acteurs et actrices accompagnés et formés

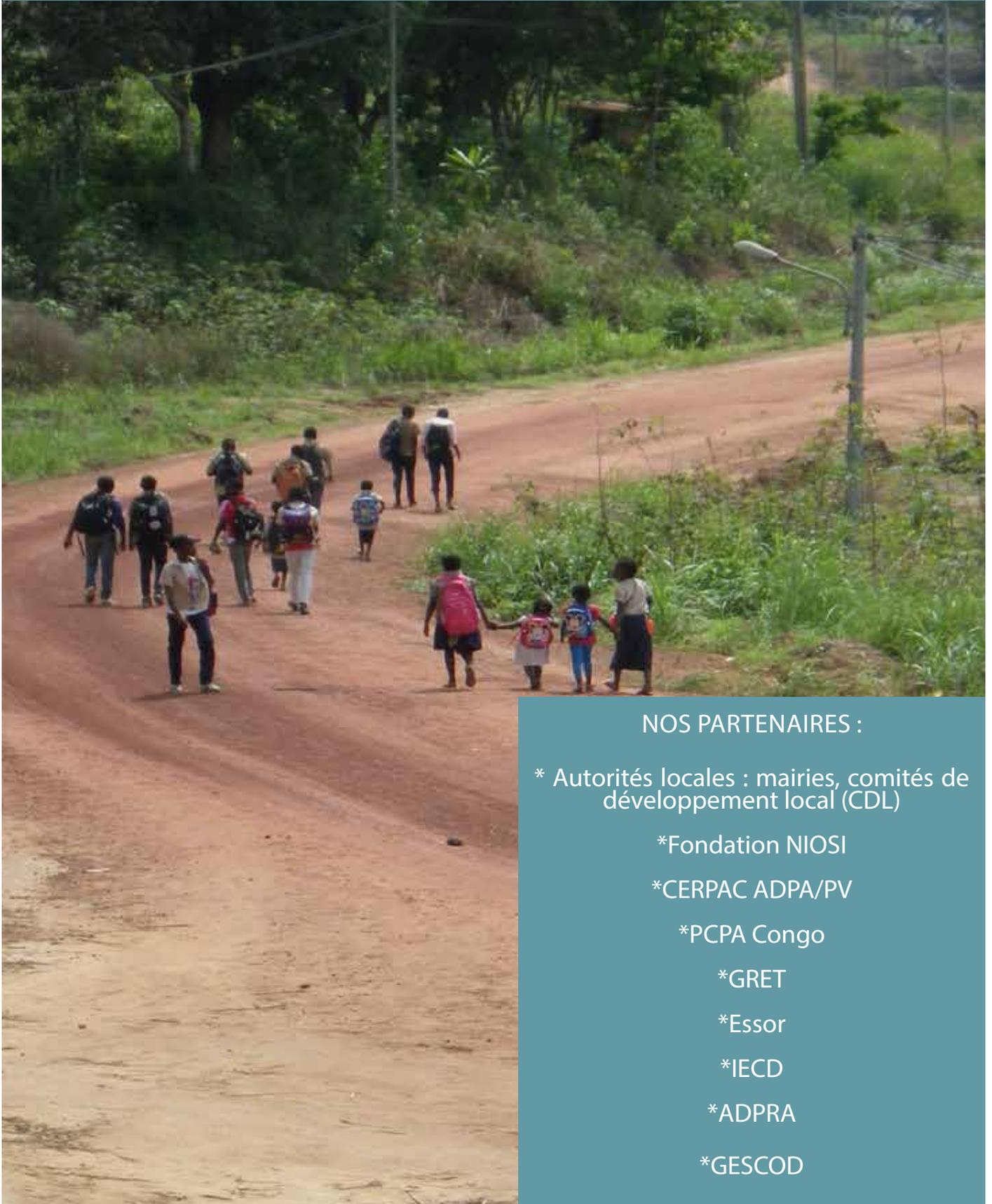
90 ateliers et formations organisés

Un cadre de concertation national des acteurs et actrices de la filière ylang-ylang créé



# CONGO BRAZZAVILLE

---



## NOS PARTENAIRES :

\* Autorités locales : mairies, comités de développement local (CDL)

\*Fondation NIOSI

\*CERPAC ADPA/PV

\*PCPA Congo

\*GRET

\*Essor

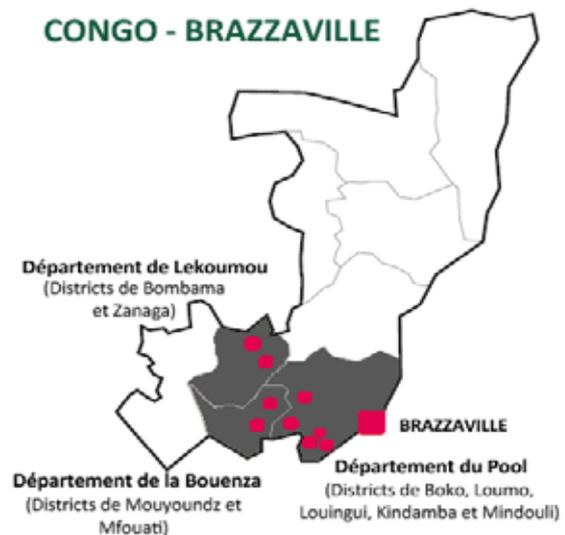
\*IECD

\*ADPRA

\*GESCOD

## DÉVELOPPEMENT LOCAL, INTÉGRATION DES DROITS HUMAINS ET PROJETS BOIS : 3 AXES PRIORITAIRES EN 2018

Le Congo sort d'une grave crise politico-militaire dans le principal territoire d'intervention d'ID, le département du Pool. On a compté début 2018 plus de 160 000 déplacés (source Coordination PNUD-ONG humanitaires), et après le passage des humanitaires, les activités de relèvement peinent à se mettre en place. ID s'appuie sur les comités de développement local (CDL), là où ils existent, pour mener en concertation quelques actions qui soient levier de développement (relance de l'aviculture, boutique d'intrants agricoles, accès à des engrais organiques, formations techniques et gestion). D'une façon globale, le pays reste enfoncé dans une crise économique grave, qui réduit les capacités financières des classes moyennes et accentuent la pauvreté générale (plus de 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté dans un pays considéré à revenu intermédiaire !). Les investissements ne sont pas ciblés sur les services essentiels et les frais de fonctionnement sont très loin d'être à la hauteur des besoins (paiement des fonctionnaires avec 3 à 15 mois de retard, médecins et personnel soignant sans moyens et sans médicaments, enseignants qui fuient les secteurs reculés où se nourrir est compliqué, pistes dégradées qui annihilent les efforts de productivité, poids des « antivaleurs » et de la corruption). ID intervient au travers de 2 programmes, dans 9 districts de 3 départements (Pool, Bouenza et Lékoumou) : la création des comités de développement local en 2017 et l'adoption de 5 plans de développement local (PDL) et de 7 plans d'actions en 2018 dans ces territoires ruraux, en concertation, suscitent une réelle participation locale et beaucoup d'attentes. Les autorités sont plutôt impliquées et facilitent nombre d'interventions et projets. Des actions de plaidoyer ont été entreprises avec un certain succès par les comités de développement local, qui commencent à être reconnus et appréciés des Conseils de Département.



Dans la Lékoumou, où la population autochtone représente 20 à 50% de la population suivant les villages, ID a proposé une approche des droits humains couplée à la démarche de développement local, qui a retenu l'attention de l'Union Européenne. Ce sera une expérience nouvelle à suivre attentivement dans son déroulement dès 2019. Concernant les questions de climat et de bois énergie, ID intervient au travers de 2 projets : Filière Cuiseur Economique (FCE), la consolidation d'une filière de fabrication-vente de cuiseurs économiques à Brazzaville, avec une extension en 2018 à Pointe Noire, 2<sup>e</sup> ville du pays, en intégrant des jeunes femmes tant en ateliers de soudure qu'en vente et en formalisant un partenariat avec des ONG de formation de jeunes vulnérables (ASI et Don Bosco). Le second projet, INECO, sis dans la Bouenza, en secteur semi-rural/urbain, répond à un manque crucial d'accès au bois énergie pour préparer les repas. Pour cela, ID a mis en place la création de la même filière Cuiseurs Economiques à l'échelle locale, en s'appuyant sur 7 artisans dans les 6 villes du département, et des revendeurs proches, ainsi que l'élaboration de 6 pépinières d'arbre, le tout en portant une attention particulière à l'insertion des jeunes et des femmes dans le projet, ainsi qu'au lien avec les autorités locales.

# ÉCONOMIE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL (ECODEL)

## DISTRICTS DE MINDOULI, MFOUATI ET MOUYONDZI

Dans un contexte de décentralisation faible, qui s'est arrêtée au niveau des départements, le projet ECODEL propose d'appuyer la décentralisation par la création de cadres de concertation (Comités de Développement Local - CDL) à l'échelle des districts, échelon non décentralisé mais bien connu des habitants et habitantes car de nombreux services y sont présents et accessibles. Ces CDL sont constitués de représentants de la population (à parité) et des acteurs et actrices locaux (ONG, opérateurs économiques, de santé, de l'éducation et autorités locales).

En 2018, les CDL de Mindouli, Mfouati et Mouyondzi ont élaboré leur Plan de développement local (PDL) sur la base d'un travail minutieux de diagnostic de territoire. Un travail de long haleine, dans des territoires très vastes, porté par des actrices et des acteurs n'ayant pas l'habitude de travailler ensemble mais qui ont su s'unir pour construire une vision d'avenir partagée pour leur territoire, formuler des orientations stratégiques et déterminer des actions prioritaires à mener. Plusieurs actions ont débuté : création de 3 boutiques d'intrants agricoles, relèvement d'une filière porcine, création d'une provençerie, appui au cantonnement villageois (entretien des pistes), mais aussi actions de plaidoyer pour être reconnus au niveau des autorités. Pour les renforcer dans la réalisation de ces activités, les CDL ont été formés à la maîtrise d'ouvrage, au cycle de projet, et aux principes de la bonne gouvernance associative (transparence et de redevabilité).

Dans les districts de Loumo et de Louingui (département du Pool) qui possèdent déjà un PDL, les CDL ont produit un plan d'action, s'inscrivant dans le relèvement post-conflit de leur territoire. Ils ont ciblé la restructuration de la filière avicole et la promotion d'une agriculture durable comme axe prioritaire d'intervention. 30 producteurs, dont les élevages ont été décimés pendant la crise militaro-politique, sont appuyés dans leur projet. De même, ces 2 CDL ont relancé l'utilisation des engrais organiques, pour ne pas perdre toutes les avancées en termes d'agriculture agro-écologique acquises avant le conflit, et redynamiser la production maraîchère.

En parallèle, ces 5 CDL ont été soutenus dans leur propre réflexion sur leur devenir et la définition de leurs besoins de formation (Programme complémentaire DIARO) ; ceux de Louingui et Loumo ont également eu à identifier 6 groupements paysans à renforcer dans leur fonctionnement.

Le but d'ECODEL, au travers de son accompagnement aux CDL et aux producteurs, est d'aller vers une autonomie complète et pérenne de fonctionnement et de conduite de projets structurants d'intérêt commun.



# AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT LOCAL (ADEL)

## DÉPARTEMENT DE LA LÉKOUMOU

Deux Comités de Développement Local (CDL) ont débuté la mise en œuvre d'actions prioritaires choisies en concertation et qui commencent à être reconnus des autorités et de la population.

2 Assemblées Générales tenues par les CDL ont été un premier exercice de transparence et de redevabilité.

9 groupements ont appris à élaborer un plan d'action et à assurer le suivi de sa mise en œuvre.

4 unions de producteurs ont été créées à l'initiative des CDL pour dynamiser les productions locales et assurer la sécurité alimentaire.

Le programme ADEL intervient dans deux districts du département de la Lékoumou. Il a été lancé en juin 2016 à la demande de l'ONG WCS qui souhaitait mieux associer la population à la création du futur parc national Ogooué-Lékiti. Afin que la population puisse s'approprier cette démarche, celle-ci doit être relayée par des leaders locaux et inscrite dans une logique pérenne ; c'est pourquoi une démarche de développement local est également proposée.

Deux comités de développement local ont été créés à Zanaga et Bambama. Ils ont réalisé le diagnostic de leur territoire, élaboré et adopté leur plan de développement local pour les 5 prochaines années. En janvier 2018, des actions prioritaires ont été choisies et validées en AG. Ces actions prioritaires des CDL ont débuté leur mise en œuvre en 2018 :

- À Zanaga, la création, la structuration et l'accompagnement des filières bananes et manioc par la mise en place d'unions agricoles de producteurs.

- À Bambama, la mise en place d'une boutique d'intrant à prix compétitif est opérationnelle, à plus de 9h de route de la capitale, des plaidoyers pour l'éducation, la route et la mise en place d'un marché forain à Bambama ainsi que la rénovation du marché frontière, principale source de revenu des habitants du district.

- Dans les deux districts, la structuration des filières maraîchères et manioc (spécificité : la filière manioc est constituée uniquement de femmes), la structuration des tradi-thérapeutes autochtones et des plaidoyers pour un meilleur accès à l'éducation des enfants autochtones, la route. Des groupements agricoles pilotes ont été accompagnés dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan d'action, (maraichage, vivrier et pisciculture) avec du renforcement de capacités de ces acteurs et actrices, au



total, 24 formations alliant théorie et pratique sur 41 jours ont été conduites dans divers domaines (production, commercialisation et renforcement organisationnel), adaptées à la demande des groupements. 314 personnes (255 hommes et 59 femmes) y ont participé.

Au-delà de l'amélioration de la productivité - par des techniques agroécologiques - de la concertation et du renforcement de capacités, c'est surtout l'amélioration de la gouvernance des instances de gestion des groupements, unions et CDL par une culture de la redevabilité envers leurs mandants que le programme ADEL a voulu impulser. Ainsi tous les plans d'actions validés et mis œuvre par les groupements ont été évalués (activités et finances) en AG à la fin du programme. Cet exercice de transparence a été d'autant plus important pour les deux CDL que c'est la première fois qu'ils rendaient compte de leurs activités devant la population et les autorités et cela a contribué à asseoir leur légitimité.

Après 31 mois de mise en œuvre dans les deux districts, le programme ADEL a pris fin en décembre 2018, avec 302 bénéficiaires directs dont 37% de femmes. 9 groupements agricoles, 4 unions de producteurs et 2 CDL ont été mis en place et accompagnés dans une démarche de concertation, avec une approche inclusive des couches vulnérables (femmes et autochtones). Cette démocratie locale communautaire telle qu'initiée par les cadres de concertation(CDL), les restitutions mises en place via la démarche de développement local sont donc porteuses d'espoir. Rappelons que les minorités composant les organes exécutifs des CDL restent encore fortement opprimées et peu valorisées dans les zones d'action. Il est nécessaire de continuer à sensibiliser les populations sur les questions de droits humains, de viser à garantir la représentativité de toutes les catégories dans les instances de décisions, de restituer auprès de toutes les catégories et couches sociales : cela amène dès 2019 au challenge d'un nouveau programme, ADEL-DH , pour « garantir l'expression et la valorisation de toutes et tous au sein de ces groupes »

# FILIÈRES CUISEURS ÉCONOMES (FCE)

## BRAZZAVILLE ET POINTE NOIRE

Depuis 2013, ID mène le projet Filière Cuiseurs Économiques (FCE) à Brazzaville, en passant par le département des Plateaux, puis à Pointe-Noire.

L'enjeu est double : limiter la déforestation et développer une chaîne locale et durable de production et de commercialisation des cuiseurs. ID s'appuie sur son expérience acquise dans d'autres pays (Chine, Tchad, Comores).

La première phase du projet s'est achevée en 2015. Elle visait à créer à Brazzaville une filière de fabrication locale de cuiseurs économiques de qualité en travaillant notamment avec les artisans, soudeurs et revendeurs, revendeuses.

L'originalité du projet est d'associer artisans et vendeurs, vendeuses pour assurer la constitution et la pérennisation d'une filière locale de production et de vente, appropriée par les partenaires locaux, et qui se poursuit à l'issue du projet grâce au renforcement des capacités et des compétences.

D'après des études de faisabilité, 70% de la population congolaise utilise le bois et/ou le charbon en guise de combustible pour la cuisine. Une forte demande en bois et charbon est observée à Brazzaville et Pointe-Noire qui concentrent plus de 60% de la population nationale.

Cette forte demande occasionne une déforestation massive dans un rayon de 150 km autour de Brazzaville et Pointe-Noire et génère des émissions de gaz à effet de serre.

À cela s'ajoute des problématiques sanitaires lors de l'utilisation des moyens de cuisson traditionnels (brûlures, inhalation de fumées nocives), mais également financières. Le coût du combustible est généralement bien trop élevé pour les ménages modestes. Enfin, l'accélération de la déforestation et des difficultés grandissantes d'accès au bois énergie en zone urbaine comme en zone rurale sont des préoccupations récurrentes.

En plus de la forte demande déjà constatée, le contexte entrepreneurial local est un élément déterminant pour garantir le succès de la création d'une filière artisanale locale.

Des partenaires locaux bien implantés et qualifiés à Brazzaville comme à Pointe-Noire sont un réel atout pour débiter l'implantation d'une filière de fabrication et de vente de cuiseurs économiques.

L'insertion professionnelle des jeunes filles fait également partie prenante du projet que ce soit par la fabrication des cuiseurs ou dans la vente.

À Pointe-Noire, l'implantation d'ateliers de soudure féminins ou mixtes se monte en partenariat avec le Centre de Formation Professionnel Don Bosco.

Cependant, ces jeunes entrepreneurs et entrepreneuses nécessitent encore un renforcement de capacités dans la gestion de leur petite entreprise.

\* Innovation : Le cuiseur économique a été conçu pour être adapté au contexte local et réduire les dépenses énergétiques des ménages.

\* Santé : De meilleures conditions sanitaires sont assurées pour les utilisateurs : moins de fumée et de risques de brûlure.

\* Développement économique : Un renforcement du tissu économique local est assuré par le développement d'une filière pérenne créatrice d'emplois.

\* Environnement : le projet FCE contribue à diminuer les impacts environnementaux liés à la déforestation et l'émission de gaz carbonique.



5 500 cuiseurs économiques diffusés à Brazzaville, Pointe-Noire et dans le département des Plateaux et Bouenza

## DES RÉSULTATS !

\* Des ateliers de réflexion sur ce qu'est une filière entre partenaires artisans et pépiniéristes

\* L'intérêt de Mme la Ministre de l'Economie Forestière auprès des 6 pépiniéristes qui ont créé leur entreprise grâce au projet

\* Le soutien à 4 initiatives de femmes, 2 pépiniéristes et 2 groupements de femmes qui testent une plantation en agroforesterie

\* Des artisans qui maîtrisent le processus de fabrication des CE et au moins deux vendeurs qui passent des commandes directement sans recours à une ONG

## INITIATIVES ÉCONOMIQUES EN BOUENZA (INECO)

### DÉPARTEMENT DE LA BOUENZA

INECO, promotion d'initiatives économiques dans la Bouenza, s'inscrit dans un programme d'appui de l'UE à la restructuration de la filière sucre au Congo en promouvant une diversification économique. ID a proposé de promouvoir des solutions en réponse au déficit de bois énergie pour préparer les repas et au déboisement dont souffre ce département. Une duplication du projet « Filière Cuiseurs Économés », adaptée au contexte local, a été proposée ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat par la création de pépinières d'arbres fruitiers et d'essences forestières pour le bois énergie. En 2018, la filière Cuiseurs Économés s'est organisée. Les 7 artisans et 9 revendeurs ont réfléchi à ce qu'est une filière, ont été formés à la gestion d'une TPE et au marketing, avec la collaboration de IECD, ont été techniquement formés par des artisans appuyés par le FCE à Brazzaville et ont eux-mêmes formé une dizaine de jeunes apprentis. Ils ont aussi fourni en un temps record 70 cuiseurs grand modèle et 35 cuiseurs très grand modèle pour des cantines scolaires soutenues par le Programme Alimentaire Mondial. Les clients ont apprécié ces cuiseurs pour 92% d'entre eux, ce qui laisse augurer d'un avenir réel pour cette filière en milieu semi-urbain.

Quant aux pépinières d'arbres, les aménagements ont été réalisés, la fondation Issa a construit des abris pour le stock des outils et pour travailler à l'abri des intempéries, les techniques de greffage ont été appropriées, 32 000 plants étaient prêts à la vente en novembre 2018. Les 6 entrepreneurs pépiniéristes ont découvert la fabrication des bio-pesticides et du compost grâce au partenariat avec l'ONG ESSOR, ce qui leur profite aussi sur leurs autres activités. 2 groupements féminins de 5 personnes se sont lancés dans la réalisation de vergers pilotes, en promouvant l'agroforesterie, une première pour des femmes, qui ont rarement un accès durable à la terre, et un groupement mixte et une femme ont créé avec l'appui du programme leurs propres pépinières, palliant enfin à l'absence de femmes dans ce secteur de l'arboriculture. Pour autant cette nouvelle filière doit relever le challenge de la reconnaissance de compétences et de la notoriété auprès des acheteurs et planteurs potentiels, car seulement 5 000 plants étaient vendus en fin d'année. Et le délai court de réalisation de ce programme (2 ans) rend aléatoire l'ancrage des compétences et de la gestion dans la durée.



# HAÏTI



## NOS PARTENAIRES:

\*ADEMA

\*10 mairies du Nord-Ouest et AMANO

\*Direction Sanitaire du Nord-Ouest

\*Ministère de la Santé Publique et de la Population (Direction de la Santé de la Famille)

\*Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)

\*Entraide Médicale Internationale

\*Service Œcuménique d'Entraide Médecins du Monde (France et Canada)

\*Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

\*Direction Départementale du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe

\*Direction Départementale du Ministère des Affaires Sociales et du Travail

\*CLIO Haïti

\*L'Appel

## DES APPROCHES PLUS STRUCTURANTES SUR FOND DE CRISE POLITIQUE

Le pays est rentré dans une nouvelle phase de crise en 2018. L'inflation s'est fortement aggravée, laissant la population dans une situation toujours plus précaire et d'insécurité, à laquelle le Président Jovenel Moïse ne parvient pas à apporter de solution. À cela s'ajoute l'immense scandale de corruption qui a éclaté, avec plusieurs hauts dirigeants soupçonnés dans la dilapidation présumée des fonds vénézuéliens PetroCaribe. Cet ensemble de facteurs a entraîné une forte pression populaire, en particulier à partir des émeutes de juillet 2018. Le premier ministre a été poussé à la démission, remplacé par Jean-Henry Céant. Les perspectives pour 2019 s'annoncent difficiles, tandis que la population semble attendre un réel changement de système et l'émergence d'une vraie démocratie.

### TRAVAILLER AVEC LES ACTEURS NATIONAUX

En réponse à ce contexte haïtien complexe, ID cherche précisément à promouvoir le rôle des acteurs locaux et nationaux, pour qu'ils construisent ensemble leur avenir dans un cadre mieux structuré. Plusieurs éléments clés ont marqué l'action d'ID en 2018 :

Dans le Nord-Ouest : ID reste prioritairement engagée dans ce département de 750 000 habitants, situé à l'extrémité du pays. L'absence de routes, l'inaccessibilité des zones plus reculées (jusqu'à plus de 6h de marche dans les montagnes), la faiblesse des services à la population, la vulnérabilité aux cyclones et aux sécheresses, font de ce département l'un des plus pauvres du pays. Toujours en partenariat étroit avec son partenaire historique ADEMA, ID y poursuit l'accompagnement aux actrices et acteurs locaux et à leurs dynamiques en travaillant à différents niveaux de relation entre les producteurs et les femmes leaders, elles-mêmes en lien avec les agentes, agents de santé, à leur tour en lien avec les responsables de santé communaux et départementaux ainsi que des autorités locales, etc. Cette approche toujours plus intégrée reste une des caractéristiques majeures de nos actions, appréciées localement car correspondant aux dynamiques locales.

### DES RÉSULTATS DANS LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Les efforts des dernières années montrent leurs résultats.



Les acteurs et actrices de la santé offrent de meilleurs services dans ces zones difficiles ; les organisations de la société civile se renforcent progressivement dans leur organisation et leurs actions locales. La collaboration avec les Ministères continue de se renforcer, notamment avec le MSPP (Santé Publique et Population), et le MICT (Intérieur et Collectivités Territoriales). Avec ce dernier, la signature d'une convention a mandaté ID pour renforcer les administrations municipales des 10 mairies du département : un chantier à la fois délicat, technique et essentiel !

### NOUVEAUX PARTENARIATS, NOUVELLES ZONES

La reconnaissance de ces résultats positifs vaut à ID de nouveaux financements et... défis à venir. Deux projets majeurs ont ainsi été identifiés et approuvés et commenceront début 2019 : le premier sur le renforcement du système de santé et des acteurs et actrices de la nutrition dans le Nord-Ouest, en partenariat avec Médecins du Monde Canada, financé par l'Union Européenne. Le deuxième projet, sur la gouvernance locale et financé par la Coopération Suisse, sera un défi majeur mené en consortium avec trois organisations haïtiennes renommées, sur trois départements : CROSE dans le Sud-Est, ITECA dans le Sud, et GRAMIR dans la Grand'Anse. Notre partenaire IRAM complètera cette association, au niveau de l'appui et de l'accompagnement aux ministères et institutions centrales.

Ces projets à venir illustrent l'approche de fond menée ces dernières années : la collaboration prioritaire avec les institutions et organisations haïtiennes pour mieux développer les services de proximité jusque dans les zones les plus reculées du pays. Un renforcement de la gouvernance et de ses acteurs et actrices qui s'est spécialisé dans ces deux champs d'intervention, mais que nous espérons pouvoir ré-aborder à l'avenir en lien avec les autres domaines connexes (eau et assainissement, éducation, énergie, etc.).

# SANTÉ

## DÉPARTEMENT DU NORD OUEST

Le programme Santé évolue de nouveau dans le Nord Ouest d'Haïti depuis 2013 dans un contexte difficile. Les spécificités géographiques et climatiques, ainsi que l'absence d'infrastructures routières rendent particulièrement difficile l'accès de la population vers les dispensaires « centres communautaires de santé (CCS) » et centres de santé de proximité. Les personnels de santé y sont en nombre insuffisant et travaillent avec des moyens limités (médicaments, équipements...). Les communautés ont peu confiance en leur système de santé et se tournent encore largement vers les médecins traditionnels et les accoucheuses traditionnelles « matrones » qui leur sont souvent plus familiers.

Le programme Santé vise l'amélioration de l'accès et la qualité des services de santé de 13 structures de santé du Nord Ouest via une approche intégrée en Santé Sexuelle et Reproductive (SSR), Santé Materno-Infantile (SMI) et Sécurité Alimentaire & Nutritionnelle (SAN). L'appui au renforcement du système de santé et aux capacités des acteurs et actrices institutionnels et communautaires sur le territoire est rendue possible grâce au financement combiné de trois projets. Cette approche croisée vise prioritairement les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans qui, du fait de leurs positionnements dans la société, sont en situation de vulnérabilité face à la maladie, la santé, l'éducation et leurs droits.

Le programme s'est poursuivi en intervenant à trois niveaux : au niveau des communautés, 21 clubs de mères (plus de 1000 femmes) ont été accompagnés, de même que 958 élèves et 642 adolescents, adolescentes et adultes ont été sensibilisés. Ce volet prévention, coordonné par les structures sanitaires de proximité, est démultiplié par les agents et agentes de santé sur les aires de desserte concernées, en renforçant leur rôle de relais directs auprès de ces communautés. Deuxièmement, les personnels de 13 dispensaires et centres de santé ont été formés et accompagnés sur site : des progrès sont ainsi notables au niveau de la gestion et de l'organisation de ces structures de santé, de la qualité des soins, de l'accueil et du circuit des patients et patientes, de la gestion des stocks de médicaments. Des investissements en équipements et matériels améliorent à la fois la qualité de la prise en charge des patients et patientes comme les conditions de travail des prestataires de santé. Six des treize structures de santé ont été réhabilitées ; pour d'autres, les travaux étaient en cours. Enfin, l'appui institutionnel contribue à renforcer les liens (opérationnalisation, appui, supervision, redevabilité) entre personnels des structures sanitaires, autorités locales, Direction Départementale de la Santé et Ministère de la Santé et de la Population.

## APPUI À LA SANTÉ MATERNO-INFANTILE ET AUX SERVICES DE SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (TIMAMA)

Mené en consortium de 7 ONG locales et internationales, sous mandat de la Direction Santé Famille du Ministère de la Santé Publique et de la Population pour piloter et suivre la mise en œuvre, ce projet contribue à réduire le taux de mortalité materno-infantile, au travers l'amélioration de l'offre et la qualité de services de santé par le renforcement du système de santé et des capacités de ses acteurs et actrices, communautaires et institutionnels.



Les interventions s'articulent autour de trois grands axes : d'une part, le renforcement institutionnel avec un appui à la gouvernance de la Direction Sanitaire du Nord Ouest (DSNO) ; d'autre part le renforcement de sept structures de santé par la formation du personnel et l'accompagnement sur site, l'investissement d'équipements, l'appui organisationnel ; enfin, le renforcement des acteurs et actrices communautaires par la sensibilisation et l'éducation à la santé, coordonnée par les structures de santé, sur leur aire de desserte respective. Trois structures de santé sont d'ores et déjà réhabilitées, et trois autres encore en cours.

Plusieurs formations théoriques ont été assurées auprès des personnels de santé par le pool départemental de 6 formateurs créé et un accompagnement sur site assurait la mise en pratique dans les activités de routine (Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence, Suivi de l'Etat Nutritionnel des enfants, Accueil et Qualité de Service, Prise en charge intégrée des maladies de l'enfant, Violence Basée sur le Genre, Gestion d'une pharmacie, Gestion des déchets médicaux). Enfin, l'accompagnement à la Direction Sanitaire Départementale a permis d'organiser des visites d'appui et de supervision de structures de santé sur son territoire de responsabilité.

### APPUI À LA RÉSILIENCE EN SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

(FSTP ET PRO RÉSILIENCE)

Mis en œuvre en partenariat avec l'ONG locale ADEMA dans 4 communes, respectivement depuis 2013 et 2016, les interventions s'inscrivent dans le cadre d'une réponse à la problématique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) en visant une approche de résilience des acteurs et actrices pour mieux se préparer et faire face aux crises sur leur territoire. Si ADEMA appuie l'amélioration des pratiques et de productivité de différents groupements (maraichers, éleveurs, pêcheurs), ID appuie plus spécifiquement l'amélioration de l'accès aux services de santé et de promotion à la santé.

Dès l'origine, une mise en réseau de groupements d'actrices et acteurs locaux (éleveurs pêcheurs, notables, religieux, agents de santé communautaires, enseignants) a été impulsée sur la commune de Bombardopolis, offrant un espace de réflexion autour d'une problématique commune et positionnant ces acteurs et actrices au cœur de leur propre changement. En 2018 sur l'axe santé, l'accent a été porté sur la prévention - promotion à la santé des communautés, dépistage de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes - aux niveaux communautaires et institutionnels et le référencement de patients dépistés malnutris vers les structures de santé pour une prise en charge adaptée.

Des investissements en matériels/équipement ont été réalisés pour reconstituer les stocks nécessaires aux animations communautaires (mégaphones, balances...). Des activités de sensibilisation ont également été organisées conjointement à l'occasion des fêtes communales (foires de produits locaux, conférences/débats, causeries, etc.).

Les capacités d'agir et de décider des clubs de mères ont également été renforcées afin de garantir leur pérennité. L'adoption de nouveaux comportements par les communautés est également facilitée par l'utilisation d'un jeu pédagogique interactif innovant sur l'éducation nutritionnelle.

### RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DES ACTEURS DU NORD OUEST FACE À LA MALNUTRITION

(FORSNUT)

En 2018, ID et Médecin du Monde Canada ont réalisé un diagnostic sanitaire dans les 10 communes du Nord Ouest, auprès des structures de santé et des communautés en étroite collaboration avec la DSNO et les collectivités territoriales, en préparation de l'élaboration d'un projet Nutrition prévu en 2019. L'objectif est de contribuer à réduire le taux de prévalence de la malnutrition globale des enfants de moins de 5 ans et des femmes en âge de procréer dans le département du Nord-Ouest. À terme, il devrait impacter 455 000 habitants et habitantes. Ce projet s'inscrit dans un Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle financée par l'UE, alliant secteurs de la santé, agriculture et protection sociale.



# CITOYENNETÉ ET TERRITOIRES

## SOUTIEN DES ESPACES DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS

### DÉPARTEMENT DU NORD OUEST

À l'intersection des autorités locales et des organisations de la société civile (OSC), les Conseils de développement communaux (CDC) constituent des espaces où les acteurs et actrices du territoire peuvent se concerter et suivre les projets menés dans le cadre du Plan Communal de Développement. Après avoir connu quelques années difficiles durant la période d'instabilité politique locale jusqu'en 2017 et l'arrivée des nouveaux élus, élus locaux (CASECS et ASECS), l'approche de redynamisation des CDC s'est poursuivie en 2018, notamment à Saint-Louis du Nord et Anse-à-Fôleur. Jusqu'à aujourd'hui, les citoyennes et citoyens témoignent ainsi de l'importance de ces espaces, tout en se rappelant que le dialogue était presque inexistant dans ces communes il y a encore quelques années.

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DU NORD-OUEST

Les collectivités territoriales d'Haïti disposent de compétences que les élus locaux ne maîtrisent pas toujours, ou insuffisamment. En effet, les élus en sont souvent à leur première expérience dans la gestion de la chose publique et novices dans la compréhension de leur rôle, de leurs compétences et de leur environnement institutionnel.

Dans ce contexte, ID et son partenaire historique ADEMA ont appuyé le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT) en organisant en mars 2018, une formation de 6 jours à l'intention des Maires, des élus, élus locaux des sections communales (« CASEC et ASEC ») et des délégués, déléguées de Ville de tout le département du Nord-Ouest. Une première qui a réuni 240 élus et élus locaux ! Cette formation a permis à ces derniers de mieux se connaître mutuellement et de se renforcer dans l'exercice de leurs fonctions : notamment sur la gouvernance locale et la fourniture de services, les finances, les dynamiques de développement local, ainsi que leurs relations avec les services techniques déconcentrés et les autres acteurs et actrices du territoire.

D'autres actions d'accompagnement ont été réalisées, notamment un riche échange d'expérience des maires et mairesses dans les départements du Grand Sud du pays, permettant l'apprentissage entre pairs.

En novembre 2018, la collaboration entre le MICT, ID et ADEMA a connu une nouvelle étape importante avec la signature d'un protocole d'accord pour l'opérationnalisation du Programme de Modernisation de l'Administration Communale (PMAC) dans le Nord-Ouest, visant à renforcer l'organisation interne des communes et améliorer leur capacité de gestion. Cette arrivée du PMAC est bien accueillie dans les communes partenaires et semble faire l'unanimité, malgré les grands enjeux politiques et le caractère sensible de la démarche. Fin 2018, deux premières étapes importantes ont déjà été franchies : d'abord le profilage (état des lieux sommaire) du personnel ; ensuite le diagnostic de l'administration et des politiques publiques locales.

En parallèle, en prélude à la tenue du 1<sup>er</sup> Congrès national des maires d'Haïti (octobre 2018), des ateliers préparatoires ont été réalisés dans les dix départements sous la direction de la Fédération Nationale des Maires d'Haïti (FENAMH). Dans ce cadre, ID et ADEMA ont confirmé leur appui à l'Association des Maires du Nord-Ouest (AMANO) en lui fournissant une assistance technique, logistique et financière pour la révision de ses statuts et pour l'animation de l'atelier, alimentant ainsi les réflexions sur le Manifeste de la Décentralisation lors du congrès national.



## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ORGANISATION ET DE MOBILISATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

En 2018, ID a également continué d'appuyer les initiatives locales portées par les OSC dans les communes de Saint-Louis du Nord (7 projets), d'Anse-à-Fôleur (4 projets) et de l'Île de la Tortue (7 projets). La plupart de ces projets réalisés portent sur l'amélioration de la sécurité alimentaire (pépinières d'arbres fruitiers-forestiers, caféiers-cacaoyers, augmentation de la production d'igname, ateliers de transformation de produits locaux), permettant de développer des services tout en assurant des revenus complémentaires.

Autant que les effets positifs de ces projets eux-mêmes, un résultat important consiste dans les progrès constatés au niveau du mode de fonctionnement ou d'organisation de ces OSC. Celles-ci témoignent ainsi de l'apprentissage de principes de base en ce qui concerne la bonne gestion comptable, la transparence, ou encore la gestion de services et d'initiatives productives au sein de la communauté. Au final, comme l'a conclu l'évaluation externe menée en juin 2018 et portant sur les 4 dernières années, ce programme a réussi à « s'adapter par rapport aux attentes et intérêts des autorités locales et OSC et à répondre à leurs préoccupations ». Aussi, ID « a permis d'accompagner le renforcement des capacités des autorités locales (maîtrise d'ouvrage) et des OSC, leur participation au débat sur les politiques publiques de développement local et la réalisation d'actions concertées et en cohérence avec les PCD et les besoins des populations ». Ces effets positifs se confirment donc pour ce programme cofinancé par l'AFD (encore jusqu'en

2021) et l'UE (jusqu'à début 2019). Comme le souligne toutefois l'évaluation externe, une préoccupation majeure reste maintenant de mobiliser une suite du cofinancement à partir de 2019, pour permettre à ces dynamiques positives de se consolider davantage et de passer à l'échelle en intégrant pleinement les 3 dernières communes de ce département.



### L'ACCOMPAGNEMENT DE 10 ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LE PAYS :

Tout au long de l'année 2018, ID a également accompagné 10 associations et organisations haïtiennes de taille moyenne dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets de développement. Ces projets ont bénéficié du financement PISCCA du SCAC (Projets Innovants de la Société Civile et des Coalitions d'acteurs, du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France) : dans ce cadre, ID était mandatée pour effectuer cet accompagnement. Ce dispositif a été apprécié par les associations, notamment pour leur renforcement sur trois aspects : premièrement, leurs capacités à mieux réaliser des projets et initiatives de développement ; deuxièmement, le réseautage et leur développement de relations avec d'autres acteurs du secteur ou du territoire ; enfin, leurs réflexions sur leurs propres structures et modes d'organisation.

# SÉNÉGAL

---



# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES (PRODER) RÉGION DE FATICK

La région de Fatick, territoire d'intervention du PRODER, est particulièrement touchée par la problématique de l'accès limité à l'énergie. Le contexte climatique difficile (faible pluviométrie, désertification, salinisation progressive des sols...) et la forte pression agricole et anthropique sur les ressources forestières (près de 80% des ménages de la région utilisent du bois quotidiennement pour la cuisson des aliments), entraînent une raréfaction des ressources naturelles, et voit progresser peu à peu la déforestation de la région. Parallèlement, l'accès limité à l'électricité dans de nombreux villages éloignés du réseau national restreint les opportunités d'activités économiques.

Le PRODER – Programme de développement des Énergies Renouvelables est mis en œuvre conjointement par ID avec l'ARD (Agence rurale de Développement) afin de remédier à ces contraintes au profit de la résilience territoriale.

Le PRODER est un programme de coopération décentralisée lancé en 2008, puis interrompu en 2014 dans le sillage des réformes territoriales menées en France et au Sénégal.

Depuis 2016, il a redémarré sous un nouveau format dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée signé entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Entente Interdépartementale Fatick-Diourbel. Sa mise en œuvre est aujourd'hui assurée par deux maîtres d'œuvre français et sénégalais : l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick pour la partie sénégalaise, et Initiative Développement, association de solidarité internationale basée à Poitiers pour la partie française.

Son objectif : faciliter l'accès des populations à des services énergétiques durables à travers le développement des énergies renouvelables et l'optimisation de la gestion des ressources naturelles.



L'action multidimensionnelle du PRODER vise à apporter une réponse globale et intégrée aux difficultés multiples qu'engendre l'accès limité à l'énergie. Les activités du programme se répartissent en deux axes majeurs, Gestion des Ressources Naturelles (GRN) et Energies Renouvelables (EnR), eux-mêmes divisés en deux volets:

- Appui à la filière Foyers Améliorés (FA) et Electrification Rurale (ER) pour l'axe ENR
- Reboisement de Terres Salées (RTS) et Aménagement Participatif de Forêts (APF) pour l'axe GRN

## LES PARTENAIRES D'ID :

- \* Energy 4 Impact : organisation du forum de l'énergie solaire et accompagnement personnalisé d'entrepreneurs et d'entrepreneures lancés dans une utilisation productive du photovoltaïque
- \* Nebeday : appui à l'aménagement participatif de la forêt de Djilor
- \* GIZ programme Endev FASEN : appui au développement de la filière FA
- \* Agrisud : formation d'agriculteurs aux bases d'agroforesterie

# PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES

(PRODER)

Un appui du pôle partenariat d'ID a également permis d'entamer une réflexion autour de la pérennisation du PRODER au sein de l'ARD ainsi que le développement de leurs activités sur les volets lutte contre le changement climatique et appui aux collectivités. Au niveau des communes, le lien avec le PRODER s'est également renforcé grâce aux « volontaires communaux » chargés des activités d'animation du programme.

## RÉGION DE FATICK

En 2018, le PRODER s'est illustré par plusieurs activités marquantes, notamment l'organisation du premier forum de l'énergie solaire à Fatick qui a réuni 450 participants, participantes, faisant de cette première édition un succès. L'objectif était de créer des interrelations entre les fournisseurs, fournisseuses d'équipements solaires au Sénégal et les entrepreneurs, entrepreneuses et acteurs, actrices du développement de la zone.

Le programme a mené la campagne de reboisement la plus ambitieuse depuis sa relance en 2016 : plus de 100 000 plants ont été mis en terre dans les 10 forêts accompagnées, dans les champs ou dans les terres salées.

Le PRODER a également intégré le PFCE 2, programme ID multi-pays financé par l'AFD qui va permettre à la filière artisanale locale de foyers améliorés de la région de Fatick de gagner en autonomie et en maturité.

Enfin l'approche partenariale, en lien avec le souhait pour ID de se désengager à terme au profit des acteurs nationaux, a progressé. En effet, le programme est aujourd'hui parfaitement intégré à l'ARD et s'appuie sur la grande partie des salariés et des salariées pour sa réalisation.



# TCHAD

---



## UN CONTEXTE PAYS DIFFICILE MAIS QUI N'A PAS FREINÉ L'AVANCÉE DES PROJETS

Crise économique et sociale, grèves de longue durée de la fonction publique, l'année 2018 n'a pas été de tout repos pour ID au Tchad. Les actions dans le secteur de l'éducation ont largement été impactées par la situation. Mais malgré ce contexte difficile, les équipes ont avancé vers plus de structuration. Grande nouveauté cette année : la mise en place d'un outil de suivi des projets pour être au plus près de l'avancement des activités et de l'atteinte de nos engagements. Un vrai bonus pour les responsables de programme dans leurs prévisions opérationnelles et financières ! Le bon taux de réalisation des activités en témoigne ! Temps fort de l'année pour le projet Kos Guel Ne Ndo qui a achevé l'essentiel de sa mission, avec un atelier bilan interactif orienté vers les changements opérés par les acteurs des écoles du projet, mis en scène par une troupe de théâtre amateur... Un moment de détente apprécié de tous !

## UN NOUVEAU POSITIONNEMENT D'OPÉRATEUR POUR ID

Cette année aura été marquée par la signature d'un deuxième contrat d'opérateur via le projet PLIM (lutte contre les inondations à Moundou) après le PAQEPP. ID intervient ainsi comme prestataire de mise en œuvre pour le compte des ministères (de l'Éducation Nationale pour le PAQEPP et Eau-Environnement-Pêche pour le PLIM). Ces contrats obligent à entrer en dialogue avec des acteurs de niveau central, en adoptant de nouvelles réflexions comme la problématique de la dissémination des actions phares dans tout le système ou la prise en compte approfondie des modes de travail, de décision, des directives ministérielles... Un apprentissage qui permet aussi d'ancrer au mieux nos projets dans les politiques publiques mais aussi d'influencer au niveau national les orientations et les stratégies. Une façon de donner une envergure nationale à des problématiques locales.

## LA DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS POUR UN MEILLEUR ANCRAGE

L'année 2018 aura été largement marquée par une diversification notable des partenaires d'ID, ancrant l'organisation encore davantage dans cette région du Tchad.



Intervenant en partenariat avec des acteurs de la société civile (Union des Femmes pour la Paix, PADIESE, AGIR), avec le secteur privé souvent informel (forgerons, vidangeurs...), mais aussi les acteurs institutionnels au niveau déconcentré (mairie, Inspections pédagogiques, délégation au développement rural...), ID mise sur une diversité d'acteurs du territoire pour mener à bien les activités. 2018 sera une date importante au Tchad avec la signature d'une convention de partenariat entre ID et la Mairie de Moundou.

### NOS PARTENAIRES:

- \* PADIESE
- \* AGIR
- \* Mairie de Moundou
- \* Inspections pédagogiques
- \* Centre Départemental de Formation Continue des Enseignants du Primaire
- \* Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique et le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP)
- \* Union des Femmes pour la Paix (UFEP)
- \* Forgerons
- \* Entreprise de vidange et compost
- \* Entreprise de construction sur la filière latine

## PROJET DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS (PLIM)

### MOUNDOU

Le Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM), lancé en février 2018, financé par l'AFD et mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP), confié pour la partie curage et gestion des déchets à ID en partenariat avec le GRET, ambitionne d'améliorer les conditions de vie de la population de Moundou grâce à l'amélioration du service d'assainissement pluvial de la Commune de Moundou.

La 1<sup>ère</sup> activité phare du projet a très vite démarré pour limiter les inondations dans la commune de Moundou : il s'agit du curage des canaux de drainage des eaux de pluie, action qui a mobilisé les comités d'assainissement et les organisations d'assainissement. Cela a nécessité l'appui de 7 organisations équipées en matériels de protection et d'enlèvement. Résultat de l'opération : 7 km de drains nettoyés ! Ce projet devra aussi densifier le réseau de drainage (ce sera le travail d'un bureau d'études et d'une entreprise en charge des travaux, sous la supervision directe du ministère). En parallèle, l'équipe a lancé les différents diagnostics permettant de jeter les bases des nouveaux services de curage et de gestion des déchets dans la ville de Moundou.

Ces différents diagnostics ont permis de faire des propositions d'organisation et de gestion de ces activités nouvelles pour la ville. L'enquête CAP (connaissances, attitudes, pratiques) a débouché sur un plan de communication qui devra encourager le changement de comportement des habitants et habitantes de Moundou dans le domaine de l'assainissement et susciter leur adhésion au service de pré collecte proposé à la suite du diagnostic GDS.

Ainsi, pour cette 1<sup>ère</sup> année, l'équipe s'est attelée à identifier les actrices et acteurs présents sur le territoire communal, évaluer les besoins en équipements de ces opérateurs privés souvent informels, de quantifier les réseaux de drainage, évaluer leur niveau d'encombrement et le travail de dégagement nécessaire pour permettre l'évacuation des eaux de pluies, identifier les quartiers prioritaires pour la mise en place d'un service de collecte des déchets, caractériser ce qu'on trouve aujourd'hui dans les poubelles ou décharges sauvages... Tout cela a permis de poser un diagnostic approfondi et de proposer à la commune, interlocuteur de 1<sup>er</sup> plan, des modes de gestion appropriés à la fois aux problèmes rencontrés sur le terrain et aux capacités d'investissement de la Commune.

Projet à la fois technique et institutionnel, complexe dans sa mise en œuvre, ID ouvre ainsi un champ nouveau de compétences sur l'assainissement pluvial et la gestion des déchets, des questions cruciales à l'avenir dans un pays où les changements climatiques impactent fortement le quotidien des habitants.



## AMÉLIORATION DES SERVICES EAU ET ASSAINISSEMENT DANS LES RÉGIONS SUD DU TCHAD

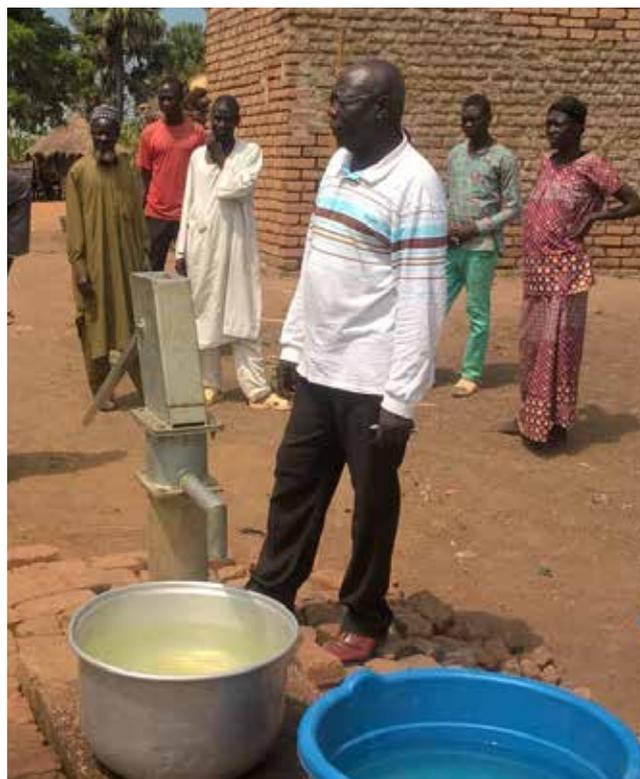
### COMMUNE DE MOUNDOU

Après une longue période d'attente marquée par les études techniques, le dimensionnement des travaux, le versement d'un montant minimum de contribution obligatoire des bénéficiaires, les travaux commenceront début 2019, avec le recrutement effectif des prestataires pour le contrôle, le suivi et l'exécution des travaux. Si les feux sont maintenant au vert, il a fallu travailler en parallèle à la mobilisation des populations autour des questions d'eau potable et d'assainissement : plus de 9 000 personnes ont ainsi été sensibilisées par les relais communautaires. 28 exploitants ont été formés à la gestion comptable et 51 fontainiers à la gestion commerciale de l'eau en vue de limiter les pertes en eau et de distribuer l'eau de manière équitable tout en veillant au paiement du service.

De même, pour assurer une pérennité technique du service de manière solidaire entre associations d'usagers de l'eau, notre partenaire a travaillé avec les acteurs à la base, à la mutualisation d'un fonds de renouvellement des équipements de maintenance. Une vraie réussite aujourd'hui puisque les associations en difficulté ont pu ainsi faire face au remplacement d'équipements : un alternateur de l'AUE de Barsama a ainsi été rétrocédé à l'AUE de Mballa sans contrepartie aucune ; un coffret électrique de Barsama a été remis de la même façon à Manemasdjé. Pour les AUE qui ont fait l'expérience de ce mode de gestion, la satisfaction est au rendez-vous : en effet on constate la disponibilité sur leurs comptes de maintenance et de renouvellement, des sommes nécessaires pour faire face aux pannes graves. Cela accroît considérablement le fonctionnement d'un réseau et limite les jours de panne. Dans les associations ayant mis en place ce système de mutualisation et de solidarité, les pannes de plus de 5 jours sont devenues rares. Une plus value non négligeable quand on sait qu'au Tchad, la moitié des points d'eau construits est hors d'usage après 3 ans d'exploitation ! Coté assainissement, 90 séances de sensibilisations de proximité touchant 19 377 personnes en zone urbaine ont été menées. Ces activités ont été réalisées par des associations locales formées dont 1 troupe théâtrale. Nouveauté cette année, la création de 25 clubs d'hygiène-assainissement

dans les écoles et églises de la ville de Moundou qui initient eux-mêmes des activités de sensibilisation mais aussi de nettoyage de lieux publics. L'appui des autorités communales s'est traduit par la mise sur pied de 4 plans de lutte contre la défécation à l'air libre (DAL) dans les 4 arrondissements de la ville de Moundou. Pilotés par les délégués d'arrondissement, ces plans de lutte ont permis de nettoyer durablement 27 sites de DAL sur les 29 recensés dans la ville ; quelques-uns sont aujourd'hui utilisés pour des travaux champêtres. Les 2 sites restants nécessitent des gros engins. Les concertations régulières (trimestrielles) entre les acteurs du volet ont permis de faire le bilan des activités, de relever les difficultés rencontrées mais aussi de se projeter sur les perspectives à venir.

Du côté de la filière latrine du sanimarché, en fin 2018, 70 latrines ont été vendues. L'optimisation des modèles de latrines a eu un impact important sur leur coût de revient. Ce qui permet d'affirmer que l'objectif d'optimisation est atteint. Dès lors, il est désormais possible d'expérimenter la valorisation agricole des boues de vidange pour la production du compost. Une expérimentation en plein champ sur des cultures maraichères a été menée, tests plus que concluants ! Les maraîchers sont demandeurs de compost, la balle est dans le camp de notre partenaire vidangeur pour la relance de la fabrication de compost. Formé sur la phase précédente, nous avons pu équiper un site pour qu'il poursuive et étende l'expérimentation. La production est en cours et pourrait permettre de produire jusqu'à 300 sacs de compost de 50kg chacun !



## LE DÉVELOPPEMENT LOCAL POUR RENFORCER LA COMMUNE DE MOUNDOU ET SA GOUVERNANCE

### COMMUNE DE MOUNDOU

ancé officiellement le 19 octobre 2018 par le Préfet du Département du Lac Wey, le Programme KOMNAND 3 vise à consolider au niveau local les dynamiques de concertation et de structuration du territoire en s'appuyant sur le renforcement institutionnel de la Commune de Moundou et l'appropriation de la décentralisation par les citoyens, les citoyennes et la société civile. Le début de cette troisième phase a été marquée par la signature d'une convention de partenariat entre ID et la Commune de Moundou. Le programme a favorisé le renforcement des acteurs locaux et soutenu la Mairie de Moundou dans l'institutionnalisation des cadres de concertation multi-acteurs au niveau communal et arrondissement, et dans l'identification de 250 OSC (Organisations de la Société Civile) opérant sur le territoire.

Au Tchad, si la politique de décentralisation territoriale a pris corps avec l'adoption de la Constitution en 1996, les premières élections communales ont été organisées en 2012, soit 16 ans après la promulgation de cette Constitution, dans 42 communes du Tchad. La ville de Moundou s'est alors dotée d'un conseil municipal en charge de décider au niveau local des actions à mettre en œuvre au service de la population. En 2015, la Commune de Moundou, avec le concours de l'UNICEF, a élaboré son Plan de Développement Communal (PDC) mais peine à mobiliser les ressources nécessaires pour sa réalisation. C'est dans ce contexte qu'intervient ID, à travers le

programme KOMNAND, pour appuyer la commune à structurer son territoire et l'aider à décliner son PDC en Plan de Développement d'Arrondissement à l'issue d'une identification participative des besoins de la population.

La troisième phase du programme KOMNAND a été lancée par le Préfet du Département du Lac Wey en présence des autorités communales, de l'équipe d'ID et des actrices et acteurs locaux.

Cette phase a permis de lancer la concertation dans toute la commune par la mise en place de Comités de Développement d'Arrondissement (CDA) dans les 4 arrondissements de la commune, d'identifier 250 organisations de la société civile (dont 56 organisations féminines), permettant ainsi à la Mairie de mieux identifier les acteurs et actrices exerçant dans la commune, et de renforcer leurs capacités sur deux principaux thèmes : le développement local et la décentralisation dans le contexte tchadien, les rôles, places et attributions du délégué d'arrondissement et du chef de quartier. Ces différentes formations ont réuni au total 98 personnes.

Outre ces activités, les 2 événements majeurs de cette fin d'année 2018 ont été la signature d'une convention de partenariat entre la commune et ID, ouvrant ainsi la voie à une collaboration étroite entre les deux institutions, et l'institutionnalisation des cadres de concertation par deux arrêtés municipaux. De même, la mise en place d'un groupe de travail thématique réunissant 17 OSC et la sélection de 4 OSC pour organiser des activités d'éducation citoyenne sont autant de mécanismes mis en place pour faciliter le dialogue élus/OSC et élus/citoyens. Au-delà de ces différentes réalisations, le programme est confronté à des difficultés liées au redécoupage du territoire communal (le nombre de quartiers est passé de 29 à 32) qui oblige à reprendre la concertation dans les nouveaux quartiers, retardant ainsi la mise en œuvre des activités. Il faut aussi souligner que Moundou est la seule Commune du Tchad dirigée par l'opposition. Le climat délétère qui y règne ne permet pas à la commune de s'investir et de jouer pleinement son rôle dans la mise en œuvre des activités du projet.



## KOS GUEL NE NDO

UNE FIN DE PROJET SUR LES CHAPEAUX DE ROUE : PUBLICATIONS ET ÉCHANGES POUR DIFFUSER NOS EXPÉRIENCES !

Le projet Kos Guel Ne ndo a vécu en 2018 ses dernières activités. Pour cette 3e année, le projet visait la consolidation de ses activités et l'accompagnement des acteurs à notre départ. Pour cela? nous avons travaillé à la diffusion des bonnes pratiques et achevé les actions d'équipement pour les écoles. Si le projet va se prolonger encore quelques mois en 2019 au vu de la difficulté à finaliser certaines réalisations (tables bancs à l'endroit des écoles, impression de manuels scolaires, construction d'un centre de formation pour les enseignants), l'essentiel des activités est achevé depuis le mois de novembre. Pendant 3 ans, nous aurons ainsi cherché à répondre à la problématique du maintien des filles à l'école de manière multidimensionnelle. En effet, dans les cantons Kaga, Mbalkabra et Besseye où nous travaillons (entre 20 à 40 km de Moundou), la zone est caractérisée par l'importance des coutumes et attitudes sociales traditionnelles, contribuant à discriminer les filles et par une pauvreté monétaire et un capital éducatif très faible, ce qui a pour corollaire un suivi des enfants à l'école plus difficile. La déperdition scolaire des filles en cycle primaire est donc importante : 48% des effectifs de CP1 sont des filles, tandis qu'en CM2, elles ne représentent plus que 33% des effectifs. Ainsi les facteurs se conjuguent pour rendre la scolarité d'une fille difficile : travaux ménagers, regard des parents sur l'utilité de l'école pour une fille, pratiques pédagogiques... Depuis 3 ans nous œuvrons à changer les mentalités.

### RENFORCER L'APPUI PÉDAGOGIQUE POUR ACCOMPAGNER LE CHANGEMENT DE PRATIQUES

À la suite des formations, plusieurs outils ont été conçus et diffusés auprès des maîtres communautaires pour les aider au quotidien dans des pratiques favorisant l'équité entre garçons et filles. Ainsi un guide CAP (connaissances, attitudes, pratiques) sur les méthodes pédagogiques sensibles au genre a été rédigé avec l'appui des acteurs du système éducatif et édité en 200 exemplaires. Ce guide a pour vocation de soutenir les enseignants dans l'organisation de leur classe, dans leurs méthodes d'enseignement et dans leurs propres comportements à l'égard des discriminations potentielles à l'endroit des filles. Un manuel accompagne ce guide et permet aux encadreurs pédagogiques de suivre en classe les évolutions de ces nouvelles pratiques.

Enfin, pour contribuer à un épanouissement respectueux des garçons et des filles, un ensemble de 10 fiches pour l'éducation à la citoyenneté et à la sexualité à destination des élèves des classes de CE2 à CM2, ont été développées. Ces fiches visent à préparer les élèves à leur vie d'adulte, notamment par l'apprentissage de comportements responsables, respectueux de soi et des autres, alors qu'au Tchad, la vie sexuelle et reproductive chez les jeunes commence tôt, bien souvent dès le cycle primaire. Une telle précocité impacte directement sur leur santé, leurs études et leur vie sociale, d'où l'enjeu de s'y intéresser.

### AMÉLIORER LE CADRE SCOLAIRE : UNE CONDITION POUR PERMETTRE AUX FILLES D'ÊTRE PLUS NOMBREUSES ET DONNER CONFIANCE AUX PARENTS

En 2018, le programme a accompagné 16 Associations des Parents d'Elèves (APE) des écoles d'intervention dans la réalisation de projets d'école permettant ainsi la construction de 20 salles de classe et 1 hangar et la réhabilitation lourde de 21 salles de classe.

Les 21 écoles du projet ont été dotées chacun d'une banque de matériel didactiques, composées d'outils géométriques et d'aide à la lecture.





## LA MOBILISATION DE LA COMMUNAUTÉ PARENTALE POUR CHANGER DE REGARD

Environ 1 000 personnes (parents d'élèves, mamans, enseignants, directeurs, élèves, autres personnes ressources) ont été sensibilisées cette année sur le suivi des enfants à l'école, les modèles féminins de réussite et sur l'intérêt de l'école pour les élèves filles et garçons.

Tout cela a conduit à faire prendre conscience du rôle de chacun et chacune et de changer les comportements à l'égard de la scolarisation des filles à l'école. Nous avons pu constater de profonds changements chez les parents, les enseignants et les élèves :

- Un rôle plus actif des parents et surtout des mères d'élèves dans le suivi des enfants
- Une meilleure collaboration entre les directeurs, les enseignants et les APE / AME ; plus de relation entre les parents et les enseignants
- Une dynamique collective est née autour des ateliers « vision et changement » de décembre 2015, qui a généré beaucoup de synergies entre les acteurs. Ils se sont responsabilisés et mobilisés collectivement. La réussite de l'élaboration participative des chartes scolaires tient beaucoup à l'existence de cette dynamique
- Une mobilisation communautaire et responsabilisation des acteurs, collectivement

7483 élèves dont 3 320 filles

155 maîtres et maîtresses communautaires

21 directeurs d'écoles

146 membres d'Associations de Parents d'Élèves

400 mères d'élèves



## EMERGENCE D'UN ACTEUR DE CHANGEMENT : LES MÈRES D'ÉLÈVES !

Les mères d'élèves désignées dans le programme selon le terme utilisé couramment au Tchad « maman » se sont structurées en Associations de Mères Educatrices (AME) avec un investissement remarquable, pour se consacrer à la question du maintien des filles à l'école. De nombreuses mères ont réalisé des changements significatifs :

- La plupart ont amélioré les conditions de vie de leurs filles (allègement des tâches, leur donnent à manger le matin et les réveillent pour l'école, leur donnent des fournitures etc.)
- Elles ont sensibilisé les autres familles au maintien des filles à l'école (démarche de recherche en cas de déperdition et rencontre des mères concernées)
- Certaines ont pris en charge directement les frais d'inscription de leur fille (grâce à leurs AGR), alors que leur mari ne pouvait pas
- Certaines sont désormais présentes à l'école et lors des manifestations scolaires et contribuent au fonctionnement de l'école (appui à certaines APE, cotisations pour les enseignants etc.)



## PROJET D'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DE BASE ET DE PROMOTION D'UNE GESTION DE PROXIMITÉ (PAQEPP)

### MOUNDOU ET N'DJAMENA

Les activités d'appui de proximité aux 50 écoles du projet se sont intensifiées en 2018 : formations à l'endroit des enseignants et directeurs d'école, des APE et AME, activités d'amélioration du temps scolaire, lancement des actions en vue de la mise aux normes des écoles, les équipes se sont démenées à Moundou et N'Djamena.

Le système éducatif tchadien se caractérise par une forte augmentation des effectifs des élèves à tous les niveaux. En effet, durant la dernière décennie, les effectifs scolarisés ont augmenté dans tous les cycles d'enseignement, à un rythme annuel moyen entre 8% et 12%.

Toutefois, malgré les progrès réalisés, la proportion d'enfants d'une génération qui accèdent à l'école est de 64% et ce chiffre n'a pratiquement pas évolué depuis 10 ans. Les performances du système éducatif tchadien se situent donc très loin de l'objectif d'une éducation primaire pour tous ; seuls 45% des enfants d'une génération achèvent le primaire contre 100 % attendu.

Cette situation s'explique notamment par des niveaux de redoublement et d'abandon élevés, le manque d'infrastructures scolaires, le sentiment des familles dans certaines localités que l'école ne répond pas à leurs besoins et le coût des services éducatifs jugé, par certaines familles, élevé.

Les défis demeurent donc importants, aussi bien en termes de couverture que de qualité et d'efficacité. Quatre défis majeurs apparaissent comme essentiels au regard de l'analyse du système éducatif tchadien : accroître l'offre d'éducation dans tous les ordres d'enseignement ; améliorer la qualité des apprentissages et des acquis scolaires pour les apprenants ; mettre en adéquation le niveau de financement du secteur avec les ambitions de développement retenues ; rendre plus performantes et plus efficaces la gestion et la gouvernance du système éducatif. Le projet PAQEPP répond en partie aux défis 1 et 2.

C'est ainsi que l'année 2018 a enregistré pour ID avec son partenaire PADIESE, opérateurs pour le compte du ministère de l'Éducation Nationale, un volume d'activités important : 617 enseignants du primaire ont été formés à l'évaluation des apprentissages et la perception des élèves en difficulté, 167 enseignants ont reçu une formation en langue française durant un mois pour améliorer leur pratique de la langue d'apprentissage, 49 directeurs ont été formés à leur rôle administratif et pédagogique. Les parents d'élèves n'ont pas été oubliés, 349 participants et participantes ont été formés à la vie associative et 165 à la gestion des fonds de l'école, puisque ce sont les parents d'élèves qui assurent la gestion et la prise en charge quotidienne de l'école. Les parents ont ensuite été mobilisés pour une formation à l'élaboration de projets d'école, afin de concevoir des activités visant à la fois à améliorer le cadre scolaire mais aussi à renforcer leurs capacités de prise en charge et de gestion des ressources (matérielles, financières) de l'école. Les efforts se portent également vers l'amélioration du cadre scolaire, 50 banques de matériels didactiques sont en cours de livraison, il est aussi prévu un vaste programme de construction de plus de 120 salles de classes réparties dans les 50 écoles du projet, et la commande de plus de 38 000 manuels scolaires. Mais le volet pédagogique est essentiel, couplé à une meilleure organisation et supervision pédagogique. Un travail de proximité avec les 10 Inspecteurs pédagogiques a été initié à la fois pour préparer et animer les formations, mais aussi pour assurer le suivi des formations en classe auprès des enseignants eux-mêmes.

Pour la 1<sup>ère</sup> fois, nous avons réussi à élaborer tous ensemble un seul programme de suivi pour l'année, partagé et concerté afin de développer les synergies possibles.

C'est grâce aux Inspecteurs aussi que nous avons pu installer le double flux dans 8 écoles de Moundou ; il s'agit d'un fonctionnement alterné à deux directions dans les établissements scolaires de plus de 2 000 élèves. Deux directions sont créées et s'alternent matin/soir une semaine sur deux ; cela permet d'optimiser l'utilisation des bâtiments scolaires déjà existants. Ce changement de pratiques a nécessité des échanges préalables avec les parents d'élèves, les enseignants et directeurs pour que la mesure soit suivie d'effet dès la rentrée scolaire 2018-2019. Des évaluations régulières seront menées tout au long de l'année. Cela a déjà permis d'engranger des bénéfices pour l'école : les hangars en paille ont quasiment disparu de ces établissements, il a été possible de doubler certaines classes pour en limiter le nombre d'élèves même si la mesure ne pourra montrer sa pleine efficacité qu'à la condition d'affecter de nouveaux enseignants dans ces écoles.

L'ensemble de ces activités a été mené alors que le contexte restait complexe avec une longue période de grève au début de l'année 2018 et une reprise tardive de la rentrée scolaire en novembre. Les équipes travaillent en tous cas d'arrache-pied pour que l'école tchadienne reparte de l'avant !

## PROGRAMME FILIÈRE CUISEURS ÉCONOMES PHASE 2 (FCE2)

### MOUNDOU

Au Tchad, plus de 90% des ménages dépendent du bois pour la satisfaction de leurs besoins en énergie domestique. En structurant une filière artisanale locale de fabrication et de distribution de cuiseurs économes, le projet FCE entend contribuer de manière durable à diminuer la pression anthropique sur le bois énergie, tout en renforçant la résilience économique du territoire. En mai 2018, le programme est entré dans une deuxième phase, avec pour objectif la professionnalisation et l'autonomie des artisans et des distributeurs de cuiseurs économes pour développer le marché et pérenniser la filière. Une deuxième phase également tournée vers l'appui et l'accompagnement des initiatives locales prises par les acteurs, à l'instar des 2 expérimentations lancées cette année : la mise sur le marché d'un nouveau modèle de cuiseur et le test de production de charbon écologique. Au cours de la précédente phase du programme [2015-2018], près de 3 200 cuiseurs ont été diffusés au Tchad, avec un taux de satisfaction chez les usagers de plus de 90%. Afin d'assurer la pérennité de cette filière et d'accroître le nombre d'utilisateurs, les acteurs et actrices ont besoin d'être renforcés dans leurs compétences et leurs initiatives. La phase 2 du programme se concentre sur 3 axes :



## RENFORCER LES CAPACITÉS TECHNIQUES ET ENTREPRENEURIALES DES ACTEURS ET ACTRICES DE LA FILIÈRE

20 formations techniques et professionnalisantes ont été organisées en 2018 pour les forgerons producteurs et des revendeurs sur différentes thématiques : optimisation de la production, gestion financière et gestion des stocks, hygiène et sécurité au travail, techniques de vente et marketing social, techniques d'animation d'une sensibilisation, etc. En parallèle des formations, les artisans ont été appuyés en équipements et outillages, avec la mise à disposition d'outils de production (cintreuse et compresseur à peinture mutualisable entre ateliers).

Pour encourager l'acquisition du cuiseur par les ménages les plus vulnérables, ID accompagne également les acteurs et actrices de la filière dans la recherche de solutions de financement adaptées. En 2018, 90 restauratrices de rue se sont ainsi vues prêter un cuiseur sur un mois, période durant laquelle elles ont pu se familiariser avec le produit tout en épargnant pour l'acquérir. Le système de plans d'épargne est également proposé par les distributeurs pour encourager les habitants et habitantes des quartiers à acquérir plus facilement le cuiseur. Par ailleurs, 10 associations féminines locales ont été accompagnées dans leur rôle de promotion autour des avantages du cuiseur par le biais de formations à l'animation de sensibilisations et l'organisation de sensibilisations dans leurs quartiers. Près de 1 000 ménages ont ainsi été sensibilisés sur les avantages environnementaux et socioéconomiques du cuiseur en 2018.

## FAVORISER LA COORDINATION ENTRE PRODUCTEURS, DISTRIBUTEURS ET ACTEURS DE LA SENSIBILISATION ET DE LA PROMOTION

ID accompagne l'appropriation du produit par les acteurs et les actrices en encourageant leur mise en réseau et la création de liens. Favoriser les échanges d'expériences et les rencontres entre producteurs, productrices et revendeurs, revendeuses crée un cadre propice à la concertation et à la prise de décisions communes sur l'avenir de la filière, sans l'implication directe d'ID. 5 ateliers d'échanges et rencontres inter-acteurs et actrices ont été organisés en 2018, faisant intervenir les autorités locales et les partenaires pour promouvoir les métiers de la filière et encourager leur intégration dans le tissu économique local.

## ACCOMPAGNER LES ACTEURS DE LA FILIÈRE DANS LEURS INITIATIVES ET EXPÉRIMENTATIONS AUTOUR DES CUISEURS

L'appropriation progressive du cuiseur et la responsabilisation des acteurs, des actrices font naître de nouvelles initiatives, vivement encouragées par ID. Soucieux de répondre aux besoins de leur clientèle, les artisans forgerons ont ainsi proposé à la fin de l'année 2018 un cuiseur « entrée de gamme » qui, après une série de tests techniques et pratiques impliquant l'ensemble des acteurs et actrices, a été mis sur le marché.



Une autre expérimentation a aussi vu le jour en 2018. L'Union des femmes de Tilo, un regroupement de femmes majoritairement cultivatrices, se lance avec l'appui d'ID dans un test de production de briquettes de charbon écologique à base de tiges de sésame et de paille de riz. L'essai vise à encourager l'utilisation de combustibles domestiques alternatifs pour limiter la déforestation et la coupe abusive de bois.

# PARTENARIAT, AUTONOMISATION ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

---



## DISPOSITIFS INNOVANTS ET INTÉGRÉS D'IMPLICATION DES ACTEURS, ACTRICES ET DE RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS (DIARO)

### BÉNIN, COMORES, CONGO, HAÏTI

En 2018, les approches innovantes du programme DIARO ont été lancées et mises en œuvre dans 4 pays, pour contribuer au renforcement et à l'autonomie des acteurs de la société civile. Cette convention-programme a pour objectif principal de mettre en place des Approches Orientées Changement (AOC) et des actions de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) de structures au Bénin, aux Comores, au Congo et en Haïti.

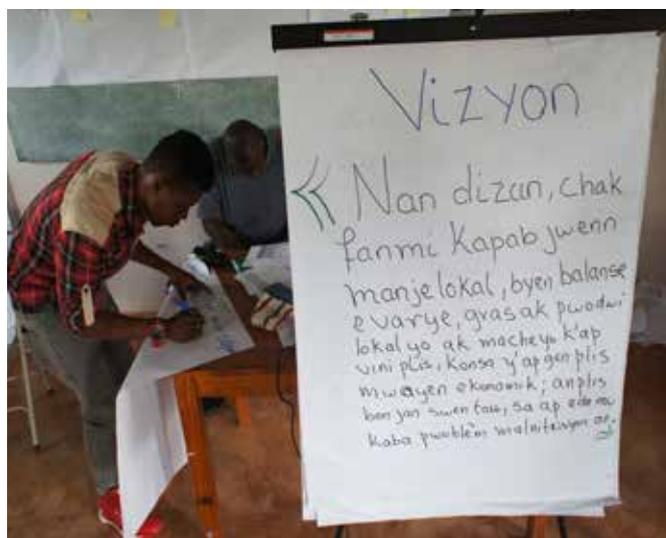
#### LES AOC AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les Approches Orientées Changement (AOC) ont permis de mobiliser 210 acteurs et actrices de la filière ylang-ylang de la zone de Mrémani (île d'Anjouan aux Comores) et 62 acteurs et actrices de la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la commune de Bombardopolis dans le bas Nord-Ouest d'Haïti dans des changements pour résoudre leurs principaux problèmes. Pour cela, des ateliers ont été organisés dans les 2 zones (et avec ADEMA en ce qui concerne Bombardopolis) avec des acteurs et actrices différents mais directement concernés par une situation problématique ; concernant Bombardopolis en Haïti : les problèmes liés à la production et la consommation de produits agricoles et son impact sur la malnutrition ; concernant Mrémani aux Comores : la faible structuration de la filière de production d'huile essentielle d'ylang-ylang. Ces actrices et acteurs ont été accompagnés à analyser leurs problématiques et leurs enjeux ainsi qu'à définir une vision améliorée de leur situation dans le futur et de leurs ambitions communes de changement. Sur cette base, chaque groupe d'acteurs et d'actrices a défini des changements à apporter comme contribution à la vision collective définie. Le suivi de ces changements identifiés permet de remobiliser régulièrement les acteurs et actrices dans une dynamique d'émulation et de responsabilisation.

Cela a permis aussi de constater les changements réalisés par certains acteurs et actrices ; par exemple aux Comores suite aux ateliers, les distillateurs et distillatrices ont régulé collectivement le prix de la fleur d'ylang-ylang et les manœuvres en charge de la distillation ont significativement amélioré leur travail.

#### RENFORCEMENT DES ORGANISATIONS ET DES INSTITUTIONS (ROI)

Concernant le volet de renforcement des organisations (renforcement organisationnel et institutionnel), 6 organisations au Bénin ont été accompagnées dans leur autonomie, par le partenaire GRAIND et 11 au Congo-Brazzaville avec la Fondation Niosi. Dans tous les cas, l'accompagnement a permis aux organisations d'identifier une vision de structure (ce qu'ils veulent faire et être) et à en faire découler des activités et des changements à réaliser en interne, puis des besoins en renforcements externes. Des actions de renforcement réalisées par ID ou ses partenaires répondent à ces besoins, dans le cadre d'un conventionnement avec des engagements réciproques. Au Bénin dans le département de l'Atlantique, le processus concernant 3 associations de consommateurs, consommatrices d'eau potable et 3 associations de femmes a été accompagné par GRAIND et a pris fin en décembre 2018. Au Congo dans les départements du Pool et de la Bouenza, le processus est en cours pour les 5 comités de développement locaux : des plans de renforcement externe et d'engagements internes ont été établis par les CDL et conventionnés ; la réalisation des actions de renforcement peut démarrer en 2019. 6 organisations paysannes ont été sélectionnées au terme d'un appel à manifestation d'intérêt ; l'étape d'accompagnement à l'identification de besoins en renforcement va démarrer en 2019.



Le partenaire ADEMA en Haïti a été appuyé sur le plan technique et financier dans l'élaboration de sa première planification stratégique 2019-2022, grâce à l'accompagnement d'une consultance externe courant juin 2018. ID a accompagné ADEMA dans la rédaction et la diffusion de l'offre, et dans une méthodologie de sélection du consultant. Un projet stratégique sur 5 ans conçu de manière très participative a été validé à l'automne 2018.

## TCHAD

L'AOC au service du maintien des filles à l'école (programme Kos Guel Ne Ndo - KGNN)

Le pôle PAR a accompagné l'équipe dans le suivi des changements et le bilan de l'expérimentation AOC concernant le maintien des filles à l'école primaire dans 21 écoles de la région de Moundou au Tchad puis a lancé une capitalisation de cette expérience sachant que la question de l'AOC appliquée à la problématique du genre s'est révélée très pertinente. Cette capitalisation aboutira en 2019.

## PRISME

Fin du programme porté par le F3E

Le dernier séminaire organisé par le F3E sur les AOC dans le cadre du programme PRISME (dont ID est membre) a été organisé en juillet 2018. Ce séminaire a permis un partage d'expériences entre une trentaine d'ONG sur la mise en œuvre du suivi-évaluation et des réflexions et témoignages sur le passage à l'échelle des AOC dans les projets. Un atelier d'écriture a permis une fiche retour d'expérience de l'AOC en Haïti au service de l'amélioration de la dynamique d'acteurs et d'actrices autour de la mise en œuvre d'un plan de développement communal. Le pôle PAR a participé à la clôture et la restitution de l'évaluation du programme en novembre 2018.

## GUINÉE

Prestation de services pour Aide et Action

Une 4<sup>e</sup> mission d'accompagnement de l'équipe du PROJEG d'Aide et Action a été réalisée par le pôle PAR en mars 2018, pour préparer le conventionnement de l'accompagnement avec les collectifs d'acteurs ciblés, au terme d'une démarche d'un an et demi visant au renforcement de leur autonomie.



## PERSPECTIVES

Pour répondre à l'axe principal de son projet stratégique, qui vise à se positionner en accompagnement de dynamiques d'acteurs, ID cherche à intégrer le plus possible de démarches autonomisantes et responsabilisantes vis-à-vis des actrices et acteurs dans ses projets. Le pôle PAR a ainsi participé à l'écriture de plusieurs nouveaux projets afin d'intégrer lorsque cela est possible et pertinent, de nouvelles AOC et du ROI.

## ID ET PROJETS SOLIDAIRES FUSIONNENT !



Initiative Développement et l'ONG bordelaise Projets Solidaires ont décidé de fusionner afin de mettre en synergie leurs activités et leurs compétences au profit de la lutte contre le dérèglement climatique et pour la solidarité.

Le temps est bien à la mutualisation des forces car si le challenge en matière de développement est grand, la lutte contre le dérèglement climatique est une de nos priorités !

PROJETS SOLIDAIRES est une association créée sous l'impulsion de Christian CABRIT en 2010.

L'association a pour objet de développer la solidarité internationale par l'accompagnement de projets et actions de développement durable. Les projets contribuent à relever les défis de la précarité énergétique et à lutter contre les changements climatiques.

PROJETS SOLIDAIRES a mis en place une approche des projets de développement dont le but est de conduire à la pérennité des activités au-delà des projets (pérennité technique, organisationnelle, économique, environnementale). Grâce au renforcement ou à la création de structures locales une dynamique d'autonomie se développe.

PROJETS SOLIDAIRES intervient au Mali, Burkina Faso et Sénégal dans 3 domaines :

- Les foyers améliorés pour la cuisine permettent de réduire la consommation de bois et de charbon de bois, d'améliorer la santé des femmes grâce à la forte réduction des fumées toxiques, et de réduire le budget énergie des familles.
- Les biocombustibles fabriqués à partir de déchets végétaux recyclés (tourteaux de karité, coques d'arachide, coques d'anacarde) remplacent le bois et le charbon de bois.
- Les kits solaires pour une utilisation domestique permettent d'améliorer la réalisation des activités nocturnes, de recharger les téléphones portables et facilitent les études des enfants.

En complément des impacts ci-dessus, les projets contribuent à lutter contre la déforestation et le réchauffement climatique et à développer l'économie locale.

PROJETS SOLIDAIRES conduit également des actions dans la région Nouvelle-Aquitaine à travers notamment le projet DEFIS (Développons Ensemble une Fabrique à Innovation Solidaire). Cet incubateur permet d'accompagner des projets en lien avec des écoles et universités de la région pour mettre au point des innovations qui seront intégrées dans de nouveaux projets.

En intégrant ses activités dans une structure plus importante la fusion permettra à PROJETS SOLIDAIRES de les développer et d'en assurer la pérennité.

Les actions d'ID, d'abord axées sur les réponses aux besoins essentiels – eau et assainissement, alimentation, santé, éducation – les thématiques se sont diversifiées au fil des années en se concentrant plus particulièrement sur l'approche développement local à partir de 2004, puis en 2005 sur les approches efficacité énergétique et appui aux filières énergétiques comme mode de développement économique des territoires.

Après plusieurs réunions des bureaux et des conseils d'administration, préparées et complétées par d'autres formes d'échanges entre les deux associations, il est apparu qu'elles partageaient les mêmes valeurs et une certaine vision du "développement", malgré des histoires et des cultures différentes. L'approche entrepreneuriale de PROJETS SOLIDAIRES (qui vient du milieu de l'entreprise) sera un apport pour ID et les approches d'ID en matière d'action sociale, de développement local et de partenariat devraient apporter à PROJETS SOLIDAIRES une dimension plus globale du développement. Les différences devraient être porteuses d'interpellations mutuelles constructives.

### Pour les deux associations, la fusion permettra de :

- Créer une délégation à Bordeaux pour renforcer leur présence dans la région Nouvelle-Aquitaine.
- Renforcer leur assise opérationnelle et financière en développant les liens avec les acteurs privés de Nouvelle-Aquitaine : fonds de dotation, entreprises, etc.
- Pérenniser les activités de PROJETS SOLIDAIRES (régionales et en Afrique) en les intégrant dans une structure plus large, ce qui permettra un changement d'échelle.
- Mutualiser et renforcer leurs compétences respectives et développer de nouvelles actions dans le domaine de la transition énergétique et de la lutte contre le changement climatique.

# RAPPORT FINANCIER 2018

## FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

- **Résultat excédentaire de 60 503 euros** du fait de l'augmentation de l'activité qui a permis de mieux couvrir les charges fixes de structure.
- **Haiti**, première zone d'intervention d'ID avec une activité approchant cette année les **2 millions d'euros**, le **Tchad** et les **Comores** viennent ensuite avec **environ 1,2 millions d'euros** d'activités pour chacune de ces deux zones.
- **14% du budget 2018** mis en oeuvre par **nos partenaires** du sud en Haiti, aux Comores, au Bénin et au Togo.
- **Fiscalisation** : l'augmentation des activités lucratives amorcée depuis quelques années (prestation d'expertises ponctuelles et vente de crédits carbone) a engendré le franchissement de la tolérance de 62 250 euros de chiffre d'affaire lucratif ancaissé, entraînant l'assujettissement aux Impôts commerciaux de la structure.

Budget de **5,9 millions d'euros**, en progression de **17%** par rapport à l'exercice précédent.



## RESSOURCES

	2018		
	Compte de résultat		Ressources collectées auprès du public
<b>1. DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC</b>	93 106	1%	93 106
Dons manuels affectés	39 270		39 270
Dons manuels non affectés	53 836		53 836
<b>2. AUTRES FONDS PRIVÉS</b>	402 830	6%	0
<b>3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS</b>	5 588 990	79%	0
<b>4. AUTRES PRODUITS</b>	989 215	14%	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE</b>	<b>7 0075 141</b>	<b>100%</b>	<b>93 106</b>
Reprise de provisions	10 400		
Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	1 813 386		21 494
Insuffisance des ressources de l'exercice			
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8 898 927</b>		<b>114 600</b>

## TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par le cabinet **KPMG de Poitiers**.

- Les programmes d'ID font régulièrement l'objet d'audits financiers externes spécifiques mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.
- Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et de bénévoles qualifiés a pour mandat d'améliorer de manière permanente le contrôle interne de l'association et d'évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.

**Avec un total de 7,1 millions d'euros, les ressources de l'exercice sont en forte augmentation par rapport à 2017 (4,6 millions d'euros).**

**Les subventions et autres concours publics** sont toujours, et de loin, la première ressource d'ID. Ainsi en 2018, les programmes ont été financés à 79 % par des bailleurs institutionnels, au premier rang desquels figurent l'Agence Française de Développement et l'Union européenne, ainsi que les syndicats et agences régionales de l'eau, la Région Nouvelle-Aquitaine et Grand Poitiers.

**Les contributions de partenaires privés** (principalement des fondations françaises ou étrangères) viennent cofinancer une partie de ces programmes à hauteur de 6% des ressources.

**Les fonds issus de la générosité du public** ne représentent que 1,3 % du total des ressources de l'exercice en baisse de 0,9% par rapport à 2017 mais ils sont stables en valeur à près de 100 000 euros.

**Les autres produits** (produits générés par les contrats opérateurs et les missions d'expertises courtes notamment) sont en augmentation, s'élevant à 14% des ressources contre 12% en 2017.

## EMPLOIS

	2018		
	Compte de résultat	Affectation des ressources collectées auprès du public	
1. MISSIONS SOCIALES	5 188 851	92%	56 065
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	48 749	1%	6 395
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	377 096	7%	51 333
<b>TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE</b>	<b>5 612 697</b>	<b>100%</b>	<b>113 793</b>
Dotations aux provisions	229 643		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	2 996 084		807
Excédent des ressources de l'exercice	60 503		
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>8 898 927</b>		<b>114 600</b>

Le compte d'emploi des ressources ci-contre, répondant aux normes du comité de la réglementation comptable n° 2008-12, montre que **plus de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (7% des emplois).**

## BILAN

ACTIF	Net 2018	Net 2017
Actif immobilisé	148 443	165 187
Créances	1 666 524	1 985 637
Disponibilités	2 495 052	673 112
Comptes de régularisation	58 460	9 982
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>4 368 478</b>	<b>2 833 918</b>

PASSIF	2018	2017
Fonds associatifs	608 128	637 626
Provisions pour risques et charges	212 899	10 400
Fonds dédiés	2 998 084	1 789 221
Dettes financières	80 527	175 898
Autres dettes	380 840	187 877
Comptes de régularisation		32 897
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>4 368 478</b>	<b>3 071 319</b>

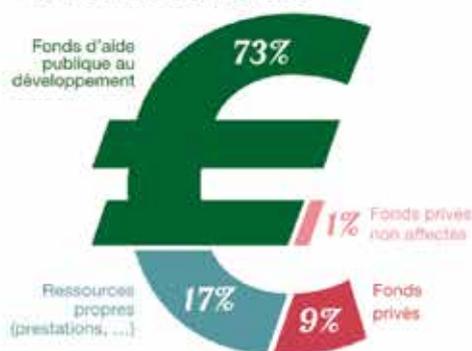
L'actif immobilisé est constitué principalement par les bureaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que des locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire.

Notre ONG étant principalement financée par des concours publics, la date d'encaissement de ces fonds impacte fortement le bilan. Ainsi, au 31 décembre 2018, le total du bilan est en augmentation de plus de 50% compte tenu de l'importance des fonds dédiés (encaissements récemment versés) et des créateurs divers (dettes vis à vis de partenaires).

Ces financements procurent une trésorerie (ou disponibilités) confortable à la date de clôture, mais après avoir connu une situation plus difficile en cours d'exercice.

**Le résultat net positif de 61 K€** permet de conforter les fonds associatifs de près de 10 %. Cependant le volume d'activités ayant progressé plus rapidement, le ratio **Fonds associatifs / Total Produits** est en légère régression à **43 jours**. Ainsi, pour l'instant, nous sommes en deçà de l'objectif de **50 jours** fixé par notre conseil d'administration dans le but de pouvoir faire face aux aléas de l'activité et d'être en capacité de préfinancer d'éventuels besoins en cofinancement de projets.

### ORIGINE DES FONDS



### UTILISATION DES FONDS



Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance **des subventions et autres concours publics**.

**Les fonds issus de la générosité du public** ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, **notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.**

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur **des ressources propres**, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des missions (évaluations, formations, consulting,...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour nos pôles techniques d'approfondir leur professionnalisme.

# NOS PARTENAIRES

## Comores

---

Commission de l'Océan Indien  
Fondation Lord Michellam of Hellingly  
Syndicat des Eaux d'Île de France (SEDIF)  
Natural Resources Stewardship Circle (NRSC)  
Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)  
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AER-MC)  
Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)  
Agence Française de développement (AFD)  
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)  
Association des Originaires des Comores en France (AOCOF)  
Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP)  
SCAC Ambassade De France aux Comores  
Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères (SYCTOM)  
1% for the planet France  
Fondation Givaudan  
Fondation Léa Nature  
Institut Klorane

## Congo Brazzaville

---

Ambassade des Etats-Unis au Congo  
South Offshore  
Wildlife Conservation Society (WCS)  
Fondation Lady Michellam of Hellingly  
Fondation Puma Energy  
Agence Française de développement (AFD)  
Union européenne  
Campus France  
Fondation Raja Marcovici

## Haïti

---

Bureau de l'Ordonnateur National du FED (BONFED)  
Union européenne  
Agence Française de développement (AFD)  
Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) via la DDC (Direction du développement et de la Coopétation)  
SCAC

## Sénégal

---

Région Nouvelle Aquitaine  
Agence Française de développement (AFD)  
Fondation Léa Nature  
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

## Tchad

---

Fondation National Endowment for Democracy  
Fondation Lady Michellam of Hellingly  
Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)  
Agence Française de développement (AFD)  
Grand Poitiers  
Région Nouvelle-Aquitaine  
Ville de Poitiers  
Union européenne  
Fondation Lemarchand





RETROUVEZ-NOUS SUR  
[www.id-ong.org](http://www.id-ong.org)



ID est membre du



ID  
29 Rue  
Ladmirault  
86 000 Poitiers  
Tel : +33 (0)5 49 60 89 66  
Email : [id@id-ong.org](mailto:id@id-ong.org)